



**CONTRE L'AGRESSION RUSSE
AVEC LE PEUPLE UKRAINIEN !**

**DOSSIER :
PROGRESSION
DES EXTRÊMES
DROITES**

P. 18-25

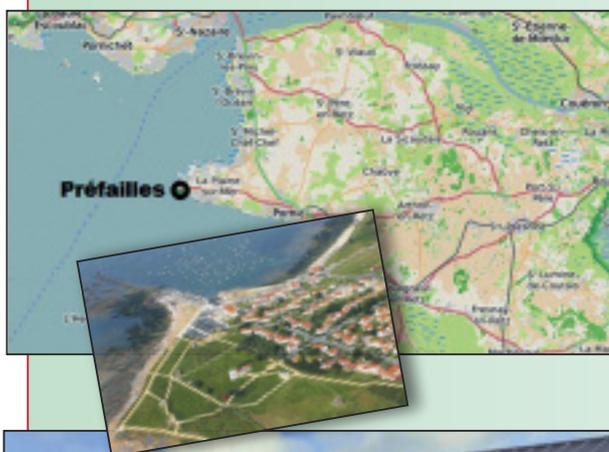
- **Énergie, corriger la triple erreur européenne et française p. 7**
- **Congrès FSU, pour une refondation du syndicalisme p. 14-15**
- **Bac Blanc, où en est-on ? p. 28-29**

ALAIN KRIVINE (1941-2022)

Certes, il a été professeur d'histoire quelques mois avant Mai 68. Mais ce n'est pas pour cela que nous voulons nous souvenir de lui. C'était un militant révolutionnaire qui fut de toutes les luttes de la seconde moitié du XX^e siècle et du début du XXI^e, de l'antistalinisme à l'anti-impérialisme, du soutien aux luttes ouvrières à l'altermondialisme. Il a été un passeur entre les militant-es impliqués dans la genèse de Mai 68 et celles et ceux des luttes sociales et politiques des années 1970 et 1980. Que de combats communs nous avons eus ! Il a consacré sa vie à militer pour une société débarrassée des oppressions et de l'exploitation, sans jamais renoncer, malgré les difficultés. Alain était toujours intéressé par ce que pensaient les « copains et copines enseignant-es » et par les débats qu'il pouvait y avoir dans l'ÉÉ. Une façon pour lui de suivre les mouvements profonds de la société, les mouvements sociaux les plus divers. Toujours aux aguets ! Nous poursuivons nos combats communs.



JOURNÉES D'ÉTUDES DE L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE 2022



Après une édition très appréciée en 2021, les J3E retournent en Loire-Atlantique. Elles se tiendront du vendredi 8 juillet à 14h au lundi 11 juillet à 12h. Le centre du Soleil de jade qui nous accueille se situe dans la commune de Préfailles en Loire-Atlantique. Il s'agit d'une petite station balnéaire familiale située face à l'île de Noirmoutier. La plage et la réserve naturelle de la Pointe Saint-Gildas sont à quelques centaines de mètres du centre, dont les conditions d'accueil sont idéales, avec une salle de débats, des chambres qui permettent de conserver un peu d'intimité, et une piscine. Les inscriptions se font en ligne sur le site de l'École Émancipée. Nous invitons les camarades à s'inscrire rapidement car il ne sera pas possible de loger beaucoup de monde. Des baby-sitters encadreront les enfants pendant les débats. Habitué-e ou nouveau-nouvelle, nous vous attendons nombreux-ses !



APERÇU DU PROGRAMME PROVISOIRE :

- ✓ Après les élections : crise sociale, géopolitique, écologique et réponses syndicales ;
 - ✓ Retraites, Sécurité sociale, défendre nos conquits sociaux ;
 - ✓ École : du commun dans le métier au commun dans les luttes ;
 - ✓ Solidarité avec les migrant-es ;
 - ✓ Lutter contre l'extrême droite ;
 - ✓ Questions féministes ;
 - ✓ Notre AG statutaire ;
 - ✓ Soirée festive.
- Avec toujours les dégustations d'huîtres à l'apéro et au coucher de soleil...
- L'inscription se fait en ligne sur le site de l'École Émancipée : <http://www.ecoleemancipee.org>
- Pour toute information complémentaire merci d'écrire à : jeee@ecoleemancipee.org



ABONNEZ-VOUS, RÉABONNEZ-VOUS :

- Abonnement individuel et structure syndicale : 33 €.
- Abonnement tarif réduit (revenus inférieurs à 1700 euros) : 22 €.
- Abonnement de soutien : 55 € ou plus...
- Abonnements multiples : ajouter 11 € par exemplaire supplémentaire.

JE M'ABONNE POUR :

- un an
- deux ans (multiplier par 2 le montant de l'abonnement)



VOUS POUVEZ PAYER VOTRE ABONNEMENT :

➡ par carte bancaire sur le site de l'ÉÉ <http://www.ecoleemancipee.org>

➡ par chèque à l'ordre de :
l'École Émancipée c/o Nicolas Walczak,
25 A rue de Lepinseck 57600 Forbach

Par renouvellement automatique SUR LE SITE !

DIRECTEUR DE PUBLICATION :

Nicolas BENIES, 29, rue Bellevue 14000 CAEN

ÉQUIPE DE RÉDACTION : Dominique ANGELINI, Claire BORNAIS, Antoine CHAUVEL, Mary DAVID, Bernard DESWARTE, Bruno DUFOUR, Adrien MARTINEZ, Véronique PONVERT, Sophie ZAFARI, Laurent ZAPPI

COMPOSITION ET MISE EN PAGE : École Émancipée

CONCEPTION GRAPHIQUE : Eric MONTELLO

IMPRESSION : L'IMPRIME

20-22, rue des Frères Lumière. 93220 Neuilly-sur-Marne.

L'École Émancipée, tendance de la FSU, a aussi un site :

www.ecoleemancipee.org

Tribune libre, notre revue est ouverte à des débats. Nous utilisons l'écriture inclusive, sans obligation pour des contributeurs-trices extérieur-es.

Vos réactions, vos suggestions d'articles sont à envoyer à Bernard Deswarte, e-mail : bernard.deswarte@gmail.com

Pour paraître dans le prochain numéro, les articles doivent être envoyés avant le 1^{er} mai 2022.

Le n° 93 de la revue de janvier-février 2022 a été tiré à 2000 exemplaires.

PHOTO DE COUVERTURE : D. R.

SOMMAIRE

P. 2 : Alain Krivine. Journées d'étude de l'École émancipée

P. 3 : Édito

INTERNATIONAL

P. 4 et 5 : Ukraine, une invasion de tous les dangers

P. 6 : À gauche, critiques de la guerre, confrontation des critiques

P. 7 : Énergie, corriger la triple erreur européenne et française

SYNDICALISME

P. 8 et 9 : Un 13 janvier qui bouscule

P. 10 à 13 : Congrès FSU, pour une refondation du syndicalisme

P. 14 et 15 : Congrès du Snes-FSU : en ordre de bataille

P. 16 et 17 : Protection sociale complémentaire. Un arc syndical déterminant

DOSSIER : p. 18 à 25
PROGRESSION DES EXTRÊMES DROITES

ÉDUCATION

P. 26 et 27 : Enseignement agricole, laboratoire des contre-réformes

P. 28 et 29 : Bac Blanquer, où en est-on ?

P. 30 et 31 : L'état de l'école, l'état de ses métiers

FÉMINISME

P. 32 : 8 mars, une déferlante de colères

P. 33 : Nous Présidentes, une campagne des féministes toujours mobilisées

CULTURE

P. 34 : Récit d'une lutte ouvrière actuelle. Roman d'espionnage historique

P. 35 : Une fausse-vraie autobiographie. Fourmies : une antique tragédie ouvrière

P. 36 : Chroniques de campagne 5

Déterminé·es

La pandémie de Covid, pourtant encore loin d'être éteinte, après avoir contraint nos vies et écrasé les mobilisations sociales, vient de disparaître des radars médiatiques en France. Ceux-ci sont désormais essentiellement consacrés à la guerre en Ukraine et aux dangers qu'elle représente pour les peuples des pays européens. Poutine en choisissant de s'attaquer par la force militaire au droit d'un peuple à disposer de lui-même, le spectre d'un nouveau conflit mondial, doublé de la menace de l'usage des armes nucléaires, semble rendre insignifiants les autres dangers qui nous menacent au quotidien. Alors que les guerres sont un facteur de plus de ravages écologiques, le dernier rapport du Giec, très alarmant, est passé quasi inaperçu de l'opinion publique, et très probablement aussi de ses dirigeants. *Don't look up...*

Dans un tel contexte, n'est-il pas indécent de la part d'organisations syndicales d'appeler les salarié·es de notre pays à se mobiliser sur la base de revendications aussi « futiles » que les droits des femmes, les salaires, les pensions, le climat ? Ou de chercher à faire parler dans le débat de la présidentielle des services publics et à leur étranglement par des décennies de restrictions budgétaires, dont pâtissent d'abord et avant tout les moins riches de ce pays ? Ne ferions-nous pas mieux de faire confiance à notre président désormais officiellement candidat pour gérer au mieux et sans débat démocratique les événements, qui lui permettent aussi d'éviter les débats électoraux tout en apparaissant comme le meilleur candidat à sa succession ? De mettre la clé sous la porte de nos locaux syndicaux et d'aller nous promener et de profiter des beaux jours de printemps qui reviennent, pendant que nous sommes encore épargné·es en France par les effets de la guerre et du réchauffement climatique ?

Quelle force étrange nous pousse donc à refuser de lâcher prise ? À prétendre vouloir toujours plus de justice sociale ? À revendiquer l'égalité entre les femmes et les hommes ? À consacrer beaucoup de nos vies à organiser des mobilisations pour faire avancer ces revendications ?

Cette force se base sur la conviction que nous partageons que l'avenir n'est pas écrit et que nous en détenons collectivement le pouvoir de le rendre meilleur.

Elle provient aussi de celle exprimée par l'anthropologue américaine Margaret Mead :

« Ne doutez jamais du fait qu'un petit nombre de gens réfléchis et engagés peuvent changer le monde. En vérité, c'est toujours ce qui s'est passé. »

En ces temps sombres, il nous faut nous raccrocher à ces convictions pour surmonter nos angoisses et continuer notre double besogne syndicale, en articulant les revendications sur le temps court et celles sur le temps long. Participer à des mobilisations pour la paix, à des actions de solidarité entre les peuples, faire s'exprimer les revendications de meilleur partage immédiat des richesses. Mais aussi éveiller les consciences, à commencer par celles de nos collègues, sur le changement climatique et ce qu'on peut encore faire pour le limiter. Les militant·es du syndicalisme de transformation sociale forment certes actuellement un (très) petit groupe. La tâche est immense, mais pas impossible. ●

CLAIRE BORNAIS

La guerre en cours au cœur du continent européen constitue le moment le plus dangereux de l'histoire contemporaine et le plus proche d'une troisième guerre mondiale depuis la crise des missiles soviétiques à Cuba en 1962. On pourrait même dire sans exagération qu'avec la mise en état d'alerte de l'arsenal nucléaire russe, certainement suivie de mesures symétriques prises par les puissances occidentales, alors que se déroule au cœur de l'Europe une invasion militaire d'un type que le continent n'avait plus connu depuis 1945, la situation actuelle est en fait pire que celle de 1962.

PHOTOS : MIKHAIL KLIMENTYEV / SPUTNIK / REUTERS / LEDEVOIR



Ukraine, une de tous les da

Ce qui se passe aujourd'hui est la conséquence d'une série de développements dont la responsabilité première et principale incombe à l'État le plus puissant qui en a eu l'initiative – c'est-à-dire, bien sûr, les États-Unis. Depuis que l'Union soviétique est entrée dans la phase terminale de son agonie sous Mikhaïl Gorbatchev, et plus encore sous le premier président de la Russie post-soviétique, Boris Eltsine, Washington s'est comporté envers la Russie comme un vainqueur impitoyable envers un vaincu qu'il cherche à empêcher de pouvoir jamais se redresser.

À peine le monde était-il sorti des 45 années de la guerre froide avec la chute du mur de Berlin, suivie de l'unification allemande puis de la fin de l'URSS, qu'il en entamait une nouvelle. Washington et ses alliés, dont la France, ont pris la décision de maintenir l'Otan. La « menace communiste » que l'Union soviétique représentait à leurs yeux a disparu ; le pendant de l'Otan qu'était le Pacte de Varsovie a été dissout. Malgré cela, les USA et leurs alliés ont décidé d'élargir l'Alliance atlantique aux pays d'Europe centrale et orientale qui étaient précédemment dans le giron de Moscou, puis d'y intégrer d'ex-républiques soviétiques, en commençant par les trois pays baltes et en promettant d'en faire de même pour la Géorgie et l'Ukraine. Tout cela, combiné avec le refus d'ouvrir les portes de l'organisation à la Russie, a créé dès la fin du siècle dernier les conditions

pour une nouvelle guerre froide au sens d'une course aux armements sur fond de tensions dans les relations internationales.

Expansionisme grand-russe

Parallèlement, les pays occidentaux et les institutions financières internationales ont dicté une politique économique de « thérapie de choc » néolibérale à l'économie bureaucratique de la Russie, provoquant une crise socio-économique et un effondrement aux proportions énormes dans les années 1990. Ces prémisses combinées ont créé une situation comparable à celle de l'Allemagne de Weimar après la Première Guerre mondiale. Et comme le précédent de l'entre-deux-guerres, elles ont conduit à l'émergence d'un régime nationaliste autoritaire à Moscou, renouant avec la vieille tradition impériale de la Russie des tsars. Cela s'est traduit par l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine et l'instauration d'un régime autocratique représentant les intérêts des deux blocs les plus importants de l'économie capitaliste russe (dans laquelle se mêlent capitalisme d'État et intérêts privés) : le complexe militaro-industriel – qui emploie un cinquième de la main-d'œuvre industrielle russe, outre les effectifs des forces armées – et le secteur des hydrocarbures.

Le résultat est que la Russie de Poutine pratique une politique d'expansion militaire qui va bien au-delà de ce

qui prévalait du temps de l'Union soviétique. À l'époque, Moscou n'avait déployé de forces de combat, en dehors de la sphère tombée sous son contrôle à la fin de la Seconde Guerre mondiale, que lors de l'invasion de l'Afghanistan à la fin de 1979, invasion qui a d'ailleurs précipité l'agonie de l'URSS. Quant à la Russie de Poutine, après avoir retrouvé une certaine vigueur économique depuis le tournant du siècle grâce à l'augmentation du prix des combustibles, elle est intervenue militairement hors de ses frontières à une fréquence comparable à celle des interventions militaires des États-Unis avant la défaite au Vietnam,



invasion ngers



ou leurs interventions dans la période allant de leur première guerre contre l'Irak en 1991 à la sortie peu glorieuse de leurs forces de ce dernier pays, vingt ans plus tard.

Ces interventions et invasions de la Russie post-soviétique ne se limitent plus à son « étranger proche », c'est-à-dire les pays adjacents qui étaient dominés par Moscou à travers l'URSS ou le Pacte de Varsovie. Sous Poutine, la Russie est intervenue militairement dans le Caucase, notamment en Géorgie en 2008, ainsi qu'en Ukraine en 2014 et plus récemment au Kazakhstan. Mais elle mène également une guerre brutale en Syrie depuis 2015 et intervient sous un déguisement qui ne trompe personne en Libye et plus récemment en Afrique subsaharienne. Les interventions en Géorgie et en Ukraine, et surtout l'invasion brutale de l'ensemble du territoire ukrainien lancée le 24 février dernier, sont les agissements typiques d'une puissance blessée dans son orgueil national, comme l'était l'Allemagne de Weimar.

Péril grave et imminent

Mais les agissements de ce type versent facilement dans l'aveuglement, sinon dans l'irrationnel. L'invasion de l'Ukraine décidée par Vladimir Poutine a déjà eu un effet boomerang. Son armée s'est heurtée à une résistance ukrainienne bien supérieure à ce à quoi il

s'attendait manifestement et elle risque un « embourbement » prolongé. Le maître du Kremlin n'a réussi qu'à convaincre les pays limitrophes de la Russie du bien-fondé de leurs préventions à son égard et il a ainsi considérablement renforcé l'Otan qui battait de l'aile, surtout depuis la présidence de Donald Trump aux États-Unis. Il a même convaincu l'Allemagne d'augmenter considérablement ses dépenses militaires aux dépens des besoins économiques créés par la pandémie

La tension actuelle entre la Russie et les pays occidentaux a atteint un degré jamais vu sur le continent européen depuis la Seconde Guerre mondiale. Les guerres des Balkans dans les années 1990 n'ont jamais connu le niveau de tension prolongée et d'alerte entre les grandes puissances elles-mêmes auquel nous assistons aujourd'hui. Même si la guerre provoquée par l'invasion russe de l'Ukraine devait se limiter à son territoire pour un temps, la situation centrale de ce pays et sa taille même suffisent à faire du danger de propagation de l'incendie à d'autres pays européens limitrophes de l'Ukraine un péril grave et imminent si la guerre devait se prolonger. Partant, le monde se rapproche très dangereusement de cette nouvelle guerre mondiale qui avait été jugée « improbable » depuis le début de l'ère nucléaire.

C'est ainsi qu'entre le regain de belligérance russe et la poursuite de l'arrogance des États-Unis, le monde se trouve au bord d'une catastrophe qui pourrait

grandement accélérer le péril existentiel auquel l'humanité est déjà confrontée en conséquence de la dégradation de l'environnement et du réchauffement climatique. Il n'a d'ailleurs pas été suffisamment souligné à quel point le secteur militaire contribue à la dégradation de l'environnement, une dégradation qui atteint une ampleur maximale en cas de guerre, bien entendu.

Les dirigeants des grandes puissances « jouent » avec le feu. En pareilles circonstances, les événements acquièrent rapidement leur propre dynamique au son des tambours – une dynamique qui dépasse le contrôle de tous les acteurs, pris individuellement, et risque de déclencher une explosion qu'aucun d'entre eux n'avait initialement souhaitée.

Espérons que l'Ukraine parviendra à préserver son indépendance, que la population russe réussira à mettre fin à la dérive belliciste de son gouvernement, que les mouvements pacifistes dans l'Union européenne sauront s'opposer à la surenchère militaire de leurs gouvernements et que les grandes puissances trouveront un accord permettant de recréer les conditions d'une « coexistence pacifique » renouvelée sur la base de la Charte des Nations unies. ●

GILBERT ACHCAR, PROFESSEUR À SOAS (SCHOOL OF ORIENTAL AND ASIAN STUDIES), UNIVERSITÉ DE LONDRES. DÉBUT MARS 2022.

À gauche, critiques de la guerre, confrontation des critiques

La guerre en Ukraine a ouvert une série de débats à gauche sur l'analyse des causes et des tâches concrètes de solidarité qui s'imposent dans cette période nouvelle. Ce texte tente, sans prendre parti, de résumer les grandes lignes des discussions en cours.

L'invasion de l'Ukraine par l'armée russe constitue un événement, au sens plein du terme, en ce qu'on perçoit qu'il révèle une phase nouvelle, un avènement, de l'histoire mondiale. À ce titre, sa réception fera sans doute l'objet d'études historiennes, et un point de celles-ci pourra être consacré au discours produit et aux positions prises sur la guerre dans le paysage politique et intellectuel de la gauche internationale. Si, à chaud, l'événement suscite beaucoup de commentaires, il vient remettre en cause des certitudes, interroger sur les possibilités d'action et a soulevé très vite une série de débats. Ils ont trait à la qualification de la guerre inter-impérialiste ou anti-impérialiste, à la hiérarchisation des impérialismes au niveau international, au rapport au droit des peuples à l'autodétermination et aux tâches de la gauche sociale et politique. Les positions prises varient en fonction des traditions politiques mais aussi des perspectives : les critiques de la gauche est-européenne à la gauche « occidentale », accusée de penser en lieu et place de celles et ceux qui sont aux prises avec le conflit et le danger, ne manquent pas d'interpeller.

Un premier débat s'est focalisé sur le rapport à l'Otan, alliance militaire sous hégémonie états-uniennes. L'élargissement de l'Otan vers l'Europe orientale, comme ses nombreuses interventions militaires, symbolisées par celles en Irak et en Afghanistan, ont traduit la domination néo-impériale des États-Unis après 1991. Pour certain-es, la politique actuelle de Poutine est lue à l'aune d'une réaction à cet impérialisme états-unien dominant et expansionniste, menaçant militairement une zone d'influence traditionnelle de la Russie : la responsabilité de la gauche dans son action pour la paix est alors de mettre l'accent sur la critique de l'Otan et de ses interventions militaires nombreuses.

Le conflit ukrainien peut effectivement être perçu au prisme des compétitions entre les grandes puissances et des affrontements entre les fractions dirigeantes du capitalisme international.

D'autres et notamment en Europe de l'Est ont réagi contre cette approche en mettant l'accent sur la fin de la domination de l'Occident et sa provincialisation, visible dans la crise de l'hégémonie états-unienne (débâcles successives d'Irak à l'Afghanistan). Ils et elles invitent à prendre en compte les



dynamiques propres aux régions concernées, et notamment à comprendre le renouveau d'un impérialisme russe agressif promu par le régime Poutine, qui au-delà de la confrontation avec l'Otan, constitue une menace réelle pour les peuples qu'il veut soumettre. Selon ce point de vue, la résistance du peuple ukrainien doit être comprise comme une lutte anti-impérialiste, voire anticoloniale si c'est bien un projet d'invasion qui est mené par l'armée russe. Elles et ils pointent le risque d'une approche pouvant mener à un campisme relativiste qui renvoie dos à dos agresseur et agressé dans le cas ukrainien.

La question des armes et des sanctions

Ce débat recoupe en partie une seconde discussion sur la solidarité militaire avec le peuple ukrainien. La décision des gouvernements occidentaux de livrer des armes, de façon limitée à l'heure où ces lignes sont écrites, a ouvert un débat sur la politique à mener. La social-démocratie, en particulier écologique, a adopté une posture de confrontation face à la Russie, s'inscrivant parfois dans une vision atlantiste. Certain-es ont ainsi ouvert la discussion d'une intervention directe, notamment au moyen d'une *no fly zone*. Au vu des risques de mondialisation de la guerre et de nucléarisation de l'affrontement, cette position est très risquée. Ce n'est pas celle suivie par les diplomaties occidentales, et elle reste minoritaire à gauche. En revanche, la question d'une livraison massive d'armements à la résistance ukrainienne a ouvert un vif débat. Certain-es y voient la seule façon de pratiquer un « anti-impérialisme radical » pour sauver la population ukrainienne. Contribuer, via la livraison d'armes défensives, à l'enlèvement de l'armée russe en Ukraine permettrait d'affaiblir à la fois les velléités impérialistes de V. Poutine, et son régime. À l'opposé, une hostilité forte à ces livraisons a aussi été exprimée : par pacifisme et refus des risques

d'internationalisation du conflit, en cas de réaction russe, par volonté de privilégier des solutions négociées et le cadre multilatéral de l'ONU. Une autre crainte a été que ces livraisons contribuent à armer des forces d'extrême droite en Ukraine.

Un troisième débat, de moindre importance, a également lieu sur l'efficacité des sanctions prises lorsqu'elles touchent directement la population russe, qui n'a pas à subir deux fois la politique de Poutine et ses conséquences. Il y a alors la volonté de ne pas contribuer à une xénophobie antirusse qui fasse le jeu des bellicistes.

Plus largement, les organisations du mouvement social et de la gauche vont devoir se poser la question des positions à tenir face au réarmement décidé par les gouvernements en Europe. L'Allemagne a annoncé un revirement historique en portant son budget de la défense à 2 % du PIB. En France, E. Macron a également annoncé une hausse des budgets militaires à prévoir. Les points de PIB consacrés aux productions d'armes et à la défense auront une utilité sociale et environnementale nulle et se feront au détriment des besoins des populations (santé, éducation, protection sociale...). Il y a un enjeu à définir précisément les menaces principales qui pèsent sur nos sociétés et à analyser correctement les dynamiques impériales et leurs confrontations.

Cette discussion doit être menée pour construire un mouvement de masse contre la guerre et ses logiques, qui articule un projet de rupture sociale et climatique à une ambition pacifiste critique, à même de montrer les impasses du système capitaliste existant. Les revendications liées aux questions de paix et d'internationalisme vont redevenir un enjeu crucial pour développer, à une échelle de masse, dans la conscience des travailleurs et des travailleuses, des contre poisons aux logiques impérialistes et militaristes. ●

ANTOINE VIGOT

Face à l'envolée des prix du gaz et de l'électricité à l'automne 2021, le gouvernement français se voulait rassurant : sous couvert de limiter les effets sur le budget des ménages, il promettait un retour à la normale au printemps. Mais cette promesse était intenable. La décision de Vladimir Poutine d'entrer en guerre en Ukraine n'est pas seule en cause : faiblement pourvus en hydrocarbures, les pays de l'Union européenne (UE) n'ont cessé de faire des mauvais choix en matière de sécurité énergétique.

A l'heure où sont écrites ces lignes, nous sommes désormais face à un choc pétro-gazier d'ampleur mondiale dont nul ne sait quels pourraient être les effets de long terme. Les pays de l'UE y sont très mal préparés. Leur faible dotation en hydrocarbures n'est pas nouvelle. L'épuisement des rares gisements, principalement gaziers, est même anticipé depuis longtemps. Au début des années 2010, l'UE indiquait qu'elle serait dépendante des importations à 95 % pour le pétrole et 83 % pour le gaz consommé d'ici à 2030.

Cette dépendance était même perçue comme une source d'insécurité énergétique. Mais la réponse apportée par l'UE et ses États-membres fut consternante : en février 2012, la Commission a présenté une feuille de route énergétique pour 2050 qui se limitait largement à vouloir mieux intégrer les marchés européens de l'énergie, en construisant

Énergie : corriger la triple erreur européenne et française

de nouvelles interconnexions facilitant le transfert transfrontalier d'énergie, notamment pour le gaz et l'électricité.

Le marché garant du meilleur coût ?

Le pari était double : plutôt que d'agir sur la demande, il s'agissait de diversifier l'approvisionnement autant que possible et d'en confier la gestion à des marchés toujours plus connectés entre eux et toujours plus financiarisés. Objectif : que cette concurrence accrue garantisse un approvisionnement au meilleur coût aux consommateur-trices. Dix années plus tard, les marchés européens ne sont en mesure de garantir ni le meilleur coût, ni la garantie d'approvisionnement à moyen terme.

Entre-temps, l'UE n'a cessé d'accroître la volatilité des marchés et la financiarisation du secteur. Du côté du gaz, les contrats d'approvisionnement de long terme, garantissant une certaine stabilité des prix, ont été progressivement abandonnés. Des investissements massifs ont été réalisés dans de nouvelles infrastructures physiques (approvisionnement, stockage, interconnexion), en se fondant sur des objectifs d'augmentation de la consommation bien peu climato-compatibles. Le gaz devait être l'énergie de transition idéale, parce que supposée bon marché, climatiquement propre et accessible. Il n'aura fallu que quelques mois pour que le gaz ne coche plus aucune de ces cases.

Mais l'UE a fait pire. Elle a couplé le prix de l'électricité au prix du gaz. Le marché de gros de l'électricité, lui aussi progressivement interconnecté et financiarisé, fonde son prix sur le coût de production de la dernière centrale appelée à fournir le réseau européen et satisfaire la demande prévue. Énergie éolienne, solaire et nucléaire, dont les coûts de production sont les plus faibles – ou supposés tels pour le nucléaire – sont appelés en premier.

L'effet d'une transition énergétique différée

Lorsque la demande s'accroît, comme en hiver, alors le marché est fortement dépendant d'une envolée des prix du gaz ou du charbon, appelés à fournir les derniers mégawatts nécessaires. Si les centrales à gaz ne produisent qu'environ 2 % de l'électricité européenne, le prix du gaz, s'il explose comme c'est le cas aujourd'hui, devient alors le déterminant majeur du prix de l'électricité en Europe : ce sont des centrales à gaz qui servent à satisfaire l'équilibre offre-demande et qui fixent le prix moyen.

L'UE et ses États-membres se sont donc tiré une balle dans le pied. Ou plutôt trois, en privilégiant l'interconnexion de ses marchés, en fondant le prix de l'électricité sur celui du gaz qu'elle doit importer et en aggravant sa dépendance aux énergies fossiles plutôt que d'engager résolument une transition énergétique d'ampleur. Tout l'enjeu des semaines à venir est de corriger ses trois erreurs :

découpler le prix de l'électricité du prix du gaz, réinstaurer de puissants instruments de régulation publique des marchés de l'énergie en Europe et, enfin, mais par-dessus tout, nous sevrer collectivement de notre dépendance aux énergies fossiles.

Il en va de notre capacité collective à ce que les services fournis par l'énergie puissent l'être à des prix justes socialement, en protégeant la planète et sans alimenter l'effort de guerre de Poutine ou les délires d'autres dictatures et monarchies. ●

MAXIME COMBES

Économiste et auteur de :
Sortons de l'âge des fossiles !
Manifeste pour la transition,
Anthropocène, 2015.



Un 13 janvier qui bouscule



Au sein du cortège à Strasbourg, le 13 janvier 2022.

PHOTO : P. BASTIEN / LE MONDE

La grève historique et inédite à plusieurs titres du 13 janvier montre comment le syndicalisme a construit patiemment un débouché à une colère plurielle et persistante des personnels de l'éducation, liée notamment à la gestion de la crise sanitaire, mais aussi plus largement aux politiques de Blanquer et à l'arrogance du personnage.

La grève du 13 janvier représente une forme de clôture sociale d'un quinquennat quelque peu compliqué pour le syndicalisme enseignant. Cinq années où ce dernier s'est vu notamment dépossédé du suivi de la gestion des carrières, amenuisant ainsi une forme de lien privilégié aux personnels, et où, en outre, il n'a pas réussi à imposer un coup d'arrêt aux politiques de Blanquer. Le mouvement du printemps 2019 n'a obtenu par exemple que le retrait du point le plus saillant de la loi dite de la « confiance », les Établissements publics locaux d'enseignement des savoirs fondamentaux (EPLSF) qui auraient entraîné un bouleversement profond de l'organisation et des missions du système éducatif pour le premier degré. Même sans tenir compte de ce contexte, le qualificatif d'historique pour désigner cette journée du 13 janvier, reconnu y compris médiatiquement, n'est pas exagéré tant une grève majoritaire dans

l'éducation n'est pas si ordinaire. La précédente remontait au tout début du mouvement social contre la réforme des retraites Macron en décembre 2019. Construire des grèves majoritaires sur le sujet des retraites parmi les personnels de l'éducation est plutôt une constante comme l'ont montré les mouvements de 1995 et de 2003 ou encore de 2010. Par contre, sur les vingt dernières années, peu de journées de grève ayant un mot d'ordre concernant uniquement l'éducation ont rassemblé une majorité de grévistes. Seules avaient été majoritaires celles contre la réforme Peillon des rythmes scolaires en 2013 dans le premier degré et celles du début de la mandature Darcos en 2008, combinant un rejet de la politique éducative, en particulier avec le dénigrement de la maternelle, et un refus des suppressions massives de postes, avec entre autres ceux des Rased. Non seulement cette grève du 13 janvier a été majoritaire, mais elle a été également inédite sur plusieurs plans.

En effet, elle s'est construite particulièrement rapidement, en trois jours, après la rentrée de janvier. Ce calendrier s'est finalement révélé suffisant pour que les sections départementales du Snuipp-FSU prennent la « température » auprès des personnels et concluent très majoritairement à la nécessité d'une mobilisation très rapide.

Autre aspect inédit, elle a mis à mal la pertinence réputée intangible de la recette d'une mobilisation réussie, exigeant d'en annoncer la date bien en avance dans un cadre unitaire large construit en amont. Ainsi, elle n'a été annoncée que seulement six jours en amont et sans réunir au préalable un arc d'organisations syndicales ni même s'assurer de l'existence d'un accord large au sein de la FSU. L'axe unitaire s'est ainsi construit au fil de l'eau, en moins d'une journée, et a même fini par être complet.

Tous ces éléments bousculent le rythme syndical habituel et la façon d'appréhender

la construction des mobilisations tant dans le premier degré que dans le second. Ils montrent qu'une forme de « volontarisme raisonné » s'appuyant sur les réalités du terrain et l'affirmation tenace de nos revendications peut guider une stratégie syndicale gagnante.

Des bougés emblématiques

Gagnante en effet par son aspect majoritaire mais aussi par les concessions qu'elle a réussi à obtenir du gouvernement. Obligé d'opérer plusieurs bougés, insuffisants certes mais emblématiques, ce dernier a dû organiser de façon précipitée, et totalement inédite dans l'histoire du mouvement social récent, une audience le soir même entre les organisations syndicales enseignantes et le Premier ministre. Une audience qui actait la mise sous tutelle d'un Blanquer rejeté par les personnels.

Concrètement, cela a débouché, enfin, sur la fourniture d'équipements de protections dans les écoles et établissements scolaires. Désormais, la gestion de la crise sanitaire dans l'éducation se ferait en concertation avec les représentant-es des personnels et l'apport du ministère de la Santé. Enfin, le ministre a entériné la fin d'une communication médiatique bien en amont de l'information des personnels des décisions prises. Sous la pression de ce rapport de force et suite aux conséquences désastreuses de la crise sanitaire

sur le système éducatif, Blanquer a dû se résoudre à reporter les épreuves de spécialités du Bac comme les évaluations nationales de mi-CP, fragilisant ainsi deux de ses réformes emblématiques. Enfin, le gouvernement a dû faire sauter le verrou qui s'opposait au recrutement en cours d'année d'enseignant-es sur les listes complémentaires.

Pour autant, au-delà du rejet du protocole sanitaire inadéquat et non protecteur, cette journée a peut-être manqué de revendications claires et identifiées pour lancer un mouvement sur la durée, que ce soit pour une remise à plat de la réforme du bac et du lycée ou pour une annulation, au moins sur l'année, des évaluations CP. Pas d'exigence d'une démission de Blanquer, ministre arrogant et massivement détesté, qui, formulée explicitement, aurait pu constituer un objectif à atteindre.

D'autant plus après la révélation, par *Médiapart*, d'une finalisation d'un protocole sur les plages d'Ibiza. Pas de rejet précis non plus des réformes éducatives comme l'expérimentation autour de la direction d'école à Marseille ou les annonces de Macron sur une nouvelle sélection à l'Université ni de mise en avant particulière du fort contentieux salarial. Ce manque a pu nuire aux possibilités de poursuites de la mobilisation via la journée relais volontariste du 20 janvier ou lors de la grève interpro du 27 janvier sur les salaires, concentrant la colère sur une seule journée exutoire.

Germinal

Si la gestion désastreuse de la crise sanitaire a bien été l'accélérateur de la grève, son moteur englobait bien plus largement le rejet de la politique Blanquer. Une politique subie depuis cinq ans, creusant

des mobilisations diverses. À travers les toutes premières grèves spécifiques des personnels les plus précaires, les AESH. À travers les pétitions exigeant des conditions sûres pour le retour à l'école après le confinement. À travers un « plus jamais ça » suite au suicide de Christine Renon dans son école...

Toujours et encore Germinal, une grève majoritaire ne peut pas « pousser » sur un terrain aride et non arrosé...

Cultiver les semences

Dernier élément inédit, cette grève majoritaire de l'ensemble des personnels de l'éducation, des AESH aux proviseur-euses et aux inspecteur-trices, en passant bien entendu par les enseignant-es, s'est déroulée à moins de trois mois du premier tour de l'élection présidentielle et a largement contribué à réinstaller la question sociale dans le débat public, tout en discédant un ministre honni qui se voyait promis à de hautes destinées.

Il reste dorénavant au syndicalisme enseignant à maturer les leçons de cette journée et à en construire de nouvelles fois l'avenir politique défini après l'ensemble des élections. Une nécessité pour arracher notamment les moyens nécessaires afin que l'école puisse se réparer et réparer les dégâts de la crise sanitaire comme ceux des inégalités scolaires amplifiées méthodiquement depuis 2017 et

afin d'imposer un projet pour une école émancipatrice.

En effet, le syndicalisme s'est montré à l'écoute du terrain tout en l'ayant largement cultivé en amont en y diffusant avec ténacité ses analyses et ses exigences. Il a réussi à construire patiemment un débouché à une colère plurielle et persistante parmi les personnels de l'éducation, qui s'est cristallisée dans la grève du 13 janvier. Cet épisode n'est bien évidemment pas totalement modélisable ni reproductible à l'identique, le contexte entre Blanquer et Omicron a notamment fortement pesé, mais il permet d'enrichir la réflexion syndicale sur les stratégies de construction des mobilisations. Un subtil équilibre entre volontarisme dans l'action, écoute attentive des personnels et campagne permanente de conviction. ●

ARNAUD MALAÏSÉ



PHOTO : D. R.

les inégalités scolaires, niant la professionnalité enseignante et méprisant profondément les personnels.

Si le syndicalisme enseignant a éprouvé de réelles difficultés à contrer cette politique et s'est retrouvé affaibli comme l'ensemble du syndicalisme après la loi de transformation de la fonction publique décalque des deux lois travail du privé, il s'est néanmoins démené pour résister pied à pied au rouleau compresseur Blanquer. L'ampleur de cette journée a été également permise par la multitude de petites graines semées au fil du temps. À travers une entreprise d'éducation populaire mixant réunions, stages ou colloques syndicaux et différents modes de relais, via la presse syndicale notamment, de paroles scientifiques critiques et de décryptages pédagogiques et d'analyses politiques. À travers un foisonnement de

Congrès FSU, pour une refondation du syndicalisme



Moment fort de notre démocratie syndicale, chaque congrès fédéral conforte la FSU dans son analyse de la période, travaille à des revendications pour y répondre et pour préciser le projet à long terme. Celui de Metz, le 10^e, a notamment avancé dans la perspective d'une refondation du syndicalisme de transformation sociale.

Malgré la situation sanitaire, qui a empêché un certain nombre de camarades d'y participer, les délégations étaient très conséquentes (662 congressistes présent-es, soit à peu près le même nombre que d'habitude).

Ce qu'il faut retenir de ce congrès tient en plusieurs points, mais le plus marquant est indéniablement lié au thème 4 (le thème qui traite de l'avenir du syndicalisme) : la FSU porte depuis longtemps la volonté d'aller vers l'unification du syndicalisme de transformation sociale, mais ce mandat restait jusque-là difficile à concrétiser. Cette fois-ci, les choses ont évolué. Tout d'abord, le travail commun (FSU-Solidaires-CGT) au quotidien dans le cadre du collectif Plus jamais ça (PJC) a permis des échanges constructifs entre nos trois organisations. Par ailleurs, les congrès de Solidaires et de l'UFSE-CGT (l'union des syndicats CGT de la fonction publique d'État) ont tous les deux adopté des résolutions claires en faveur d'un rapprochement, ce qui n'avait jamais eu lieu auparavant. Enfin, les prises de parole successives au congrès de Metz des membres des directions (P. Martinez [CGT], S. Duteil, M. Guilbert [Solidaires]) ont permis d'acter leur disponibilité (iels l'ont dit sans équivoque) pour une refondation du syndicalisme. « Refondation », « création d'un nouvel outil syndical commun », tels sont les objectifs que nous nous sommes fixés dans le thème 4 pour répondre aux enjeux, aux urgences de la période. Cela suppose de trouver les voies pour lever ou contourner au quotidien et sur le terrain les obstacles réels qui se dressent parfois (et ont été évoqués dans certaines

interventions sur le sujet), pour que le rapprochement se concrétise à tous niveaux. C'est indéniablement un travail exigeant qui nous attend, mais aussi et surtout très stimulant pour aborder, avec force et détermination, les combats sociaux à venir.

Des enjeux immédiats et des mandats pour l'avenir

Au cours de ce congrès, l'accent a été également mis sur les enjeux de la période : d'abord le plus éloigné dans le temps, l'importance pour la fédération de réussir les élections professionnelles de décembre 2022. Et plus près de nous, de façon urgente, la nécessité de tout mettre en œuvre pour empêcher l'extrême droite d'arriver au pouvoir, et conjointement, de s'engager avec détermination dans les mouvements sociaux à venir, pour faire échec à ces idées nauséabondes (reprises à l'envi par la droite et le gouvernement) et imposer la question sociale au centre du débat. Le congrès a adopté pour ce faire un texte action (appel à la grève féministe le 8 mars et à l'action interpro du 17 mars sur les

salaires, ainsi qu'aux autres mobilisations : pour le climat, action retraité-es, contre le racisme...). Il a également lancé un appel au monde du travail pour un syndicalisme refondé, plus fort, plus uni, plus à même de lutter contre l'extrême droite et de faire face aux lourds enjeux de la période. L'ÉE a participé à la rédaction de ces deux textes, comme elle l'a fait de bout en bout des textes préparatoires au congrès sur les quatre thèmes.

Cela a permis d'aboutir à des textes solides, issus de synthèses constructives et votés très largement.

Ainsi, non seulement il n'y a pas eu de gros désaccord dans le thème 1 (éducation) entre ÉE et UA, mais en plus le texte a été enrichi par des paragraphes introduits par l'ÉE (sur le langage égalitaire, les allophones, l'inclusion scolaire, la réforme de la formation...). Des synthèses ont été trouvées sur des sujets importants : les langues régionales, le numérique, et surtout l'adoption d'un mandat d'études sur le lycée – sujet d'importance, notamment à la veille du congrès du Snes. L'ÉE a pesé dans les débats et joué un rôle très constructif dans l'avancée des mandats de ce thème.

En ce qui concerne le thème 2 (services publics et fonction publique), indépendamment des « postures de congrès » sur la protection sociale complémentaire (PSC) et la signature le 26 janvier de l'accord à ce sujet proposé par le gouvernement, les points qui ont suscité le plus de débats et d'amendements concernent la revendication sur la création d'un service public du médicament, les contractuel·les, les salaires, l'égalité professionnelle (avec un mandat d'étude sur la création d'un congé menstruel dans la fonction publique) et l'attitude offensive que doit adopter la FSU sur les retraites. Sur les contractuel·les en général, le point d'équilibre « habituel » a été maintenu avec la revendication d'un plan massif de titularisation (sur concours). Néanmoins, des interventions (dont celles de l'ÉE, qui a fortement porté cette question) ont permis de faire entendre le changement qualitatif auquel toute la fonction publique est dorénavant confrontée depuis la loi de transformation de la fonction publique (TFP), avec une précarisation qui se généralise et qui est fortement préjudiciable aux personnels mais aussi au fonctionnement de l'ensemble des services publics. Sur les salaires, la FSU porte désormais les revendications du salaire minimum FP à 1 850 € et d'une augmentation de 70 points pour toutes et tous (précédemment 60 points).

Le thème 3 était sensible, principalement sur deux aspects : la question de la protection sociale ainsi que l'analyse de la période et les termes utilisés dans sa description (comme islamophobie, racisé·es...), termes qui relèvent, sur le fond, de l'analyse politique.

Globalement, le réel de la situation que nous affrontons, crise écologique, politique libérale autoritaire, discriminations, et les résistances qu'elles engendrent, ont dicté les écritures, obligeant à

des prises de positions affirmées sur un certain nombre de sujets.

C'est à partir d'une analyse partagée de la situation, et en nommant les choses pour ce qu'elles sont, que la FSU a pu, dans une synthèse où l'ÉE a pesé, se doter de mandats qui lui permettront de construire les combats à venir. Quand les débats n'ont pas permis d'aboutir à des synthèses, elle s'est dotée de nouveaux mandats d'étude sur des sujets comme la sécurité sociale alimentaire, la répartition et la réduction du temps de travail dans une perspective de transformation sociale et écologique, les communs, le droit de vote des étranger·es, le maintien de l'ordre et la gestion des manifestations.

Sur le thème 4, en dehors des questions autour du nouvel outil syndical, la visibilité de la FSU auprès des adhérent·es et des collègues, et son renforcement en général, ont fait l'objet de discussions assez vives : les élections professionnelles, en particulier, supposent que la FSU soit plus mise en avant par les syndicats nationaux (SN) dans leur communication aux personnels (voire dans leur nom), ce qui est encore loin d'être le cas. Par ailleurs, la FSU s'est dotée d'un mandat d'étude sur les revendications à porter, au sujet des personnels susceptibles d'être discriminés à des degrés



divers en fonction de préjugés racistes, pour imposer une réelle égalité des droits à tous les niveaux.

Points de vigilance : ce qu'il faut renforcer

Même si elle s'est dotée d'outils pour permettre un juste équilibre entre toutes ses composantes, la fédération connaît des fragilités auxquelles il faut porter attention : durant ce congrès, certaines problématiques, peu ou mal prises en compte par la fédération, ont révélé chez les syndicats nationaux (SN) concernés un malaise plus profond, celui d'une place pas assez reconnue. Le service national universel (SNU) pour EPA ou la médecine scolaire pour le Snics, sont des sujets qui renvoient à une culture et une pratique professionnelles et syndicales qui se heurtent à celles communément admises par les syndicats de l'éducation. Le manque d'élaboration fédérale en amont sur ces questions a donné lieu à une incompréhension, que le contexte du congrès n'était pas à même de résoudre posément : des groupes de travail devront poursuivre la réflexion autour d'une élaboration fédérale partagée. Sur la question de la PSC, il faut prendre au sérieux les divergences de stratégie (car l'analyse est partagée) avec les retraité·es : la demande réitérée de mise en place d'un secteur protection sociale dédié révèle, au-delà de la PSC, le souci d'une meilleure prise en compte des retraité·es dans la vie fédérale. Ces questions sont devant nous et il faudra en conforter la mise en œuvre.

De façon générale, l'ÉE a joué un rôle très constructif dans ce congrès : les interventions (qu'on peut toutes retrouver sur le site de l'École émancipée) ont été écoutées et ont « pesé », à commencer par la première intervention, qui a dès la première journée porté concrètement la question de l'importance du rapprochement syndical. Le travail sur les thèmes a permis de faire avancer les écritures, l'implication de l'ÉE sur tous les sujets (qu'il s'agisse de la commission femmes, de la commission des débats, des mandats, celle des sections départementales [SD], du journal du congrès, de son rôle important dans l'orga) a rappelé une fois de plus que notre tendance s'applique à construire la fédération au quotidien et à tous les niveaux. C'est en s'associant avec d'autres (SN ou SD, par exemple) qu'elle a permis de faire avancer les choses. L'ÉE a, dans ce congrès, pris une place prépondérante, c'est un signe très encourageant pour la suite. ●

VÉRONIQUE PONVERT,
CLAIRE BORNAIS, ARNAUD MALAISE



Témoignages



PHOTOS : ELISABETH HERVOUET

Manon Peroz
 (délégué-e ÉÉ du 38)

Les congrès rythment les vies des militant-es. Les camarades se retrouvent, voient les avancées ou les reculs. Iels ont les souvenirs des combats précédents. Moi, c'était mon premier congrès et les camarades ont été nombreux-ses à venir me donner des explications et une aide pour entrer dans ce monde parallèle.

Parce que pendant cinq jours, c'est le monde parallèle, on mange lutte théorique et concrète, on jongle entre les textes et les analyses. On met, un peu, de côté nos activités syndicales habituelles. Être nouvelle, c'est toujours bien, on peut poser les questions naïves qui permettent de prendre du recul, qui font dire les enjeux. Merci aux camarades qui ont pris le temps d'expliquer ce qui n'est pas évident quand on débarque. Il est essentiel de ne pas négliger ces échanges, de les organiser, nous avons besoin de cette transmission d'expériences militantes.

On est enfermé-es ensemble avec les textes, mais ce monde parallèle reste le reflet de nos syndicats et de nos sections départementales et on y voit les mêmes problèmes. La FSU est féministe, ça a été dit, beaucoup. Pourtant lors des prises de parole, on voit toujours plus d'hommes

qui parlent que de femmes. La théorie est là, pas l'application. Mais en un congrès on voit déjà des avancées. Le droit de vote des étranger-ères à toutes les élections, même s'il n'est pas intégré dans nos mandats, va faire l'objet d'un travail jusqu'au prochain congrès et j'espère que j'aurais l'occasion de l'expliquer aux nouvelles et nouveaux camarades à ce moment-là. ●


Sophie Zafari
 (déléguée ÉÉ)

Derrière le jour de congrès, les congressistes sont debout. Benoît Teste, réélu secrétaire général, salue en quelques mots élogieux et sincères le départ de notre camarade Véronique Ponvert du secrétariat national : longs applaudissements, magnifique salut de tout le congrès. Ils sont évidemment dus aux qualités personnelles de Véro, mais lors des premiers congrès, quelles que furent les qualités des camarades de l'École émancipée, la retenue, voire la défiance, étaient de mise. L'écoute attentive de ce congrès pour nos interventions, mais aussi les moments de votes sont différents des premiers congrès : des votes beaucoup moins homogènes par tendance (UA/EE). Ce n'est certes pas une rupture soudaine mais le fruit d'un travail accompli ces vingt-cinq dernières années. Cela traduit le fait que, sans compromissions, sans renoncements, nous avons réellement acquis un statut de tendance qui compte dans l'élaboration, dans le travail syndical à tous les niveaux de la fédération. Nos analyses, nos apports en matière de stratégie syndicale (unification, luttes, rapports de force) sont perçues comme utiles et nécessaires à la FSU. Cela a aussi un lien avec le contexte politique : l'éclatement des frontières politiques et partidaires de la « gauche politique » et la nécessité de faire front face à l'offensive libérale autoritaire et à l'extrême droite. Voilà qui nous fait relativiser nos regards parfois nostalgiques d'un certain passé syndical de la FSU (période, il est vrai, très enthousiasmante avec la création de cet outil syndical nouveau, ces débats avec de belles et grandes empoignades). Continuité, évolution, rupture ? Un peu des trois probablement. ●

**Bernard Deswarte,
Marie-Cécile Périllat
et Xavier Mouchard
délégués-és ÉÉ de la SD31**

À la différence des délégués-és des syndicats nationaux (SN) ou des tendances, les délégués-és des sections départementales (SD) sont porteur-ses de mandats issus des débats entre les diverses composantes de la fédération dans le département. La réflexion est pleinement fédérale et la synthèse prévaut. Ainsi, les délégués-és de la SD31 co-rapporteur-es des thèmes au congrès départemental sont porteur-ses des synthèses départementales au congrès national. Il faut donc revêtir une autre tunique que celle de sa tendance ou de son SN en partant pour Metz. Nous sommes intervenu-es pendant les commissions, sur la base de ces mandats, pour faire évoluer les écritures, soit en échangeant avec les rapporteur-es nationaux-les, soit en discutant avec d'autres SD pour porter un positionnement commun, comme ce fut le cas sur la question des AESH, avec possibilité d'intervention en plénière. Nous étions présent-es dans la réunion des SD, c'est le seul moment où l'ensemble des SD peuvent échanger entre elles, en présence de Benoit Teste. Nous y avons porté des propositions pour que la réalité des SD soit mieux appréhendée par la fédération et par les SD elles-mêmes.

Nous avons pu constater que les SD, à travers leur action quotidienne et les débats dans leurs congrès, sont une richesse sous-estimée par la fédération et ses composantes, que leur place, coïncées entre les tendances, les SN et l'échelon CFR, doit être renforcée.

Sinon, très grosse déception pour une SD du Sud, nous avons prévu mouffles, chaussures fourrées, bonnets, chapka et autre Damart et... rien, pas la moindre petite gelée ou flocon de neige... On a voté avec conviction les parties du thème 3 sur le réchauffement climatique. ●

**La délégation de l'ÉÉ
au congrès de Metz**

La tendance est sortie renforcée de ce congrès. Le travail en amont de tou-ttes les camarades de l'ÉÉ rédactrices et rédacteurs des textes soumis au débat et celui de toutes celles et ceux qui, dans les congrès départementaux, les ont améliorés ou



ont évité tout recul, a été essentiel. Mais la qualité des interventions de l'ÉÉ, dont le nombre et le moment de prise de parole ont été défendus par les deux camarades de la tendance participant à la commission d'organisation des débats, est le signe d'un engagement collectif pour peser. La délégation de l'ÉÉ était composée de 152 membres (82 femmes et 70 hommes, dont 58 étaient présent-es par le biais de leur syndicat, 57 de leur SD et 37 de la chambre de compensation).

Les réunions de tendance des lundi et mardi soirs ont permis de rappeler les enjeux du congrès et de chaque thème, les difficultés potentielles, les points de vigilance... Elles ont permis aussi de pointer les interventions importantes à maintenir en plénière et de solliciter, en l'accompagnant, la prise de parole de camarades dont c'était le premier congrès.

Ce congrès a incontestablement été un temps fort pour l'ÉÉ. Au fonctionnement habituel de la tendance – ouvert et basé sur la confiance –, à la solidarité et l'adelphté qui nous lie, s'est ajoutée pour notre délégation, l'émotion de l'Internationale entonnée, reprise par l'ensemble

du congrès et celle des remerciements appuyés au travail et à l'engagement de Véronique.

Pour autant, nous gagnerons à mieux articuler recherche constante du travail collectif – qui conduit à un rythme de travail effréné – et nécessaires temps conviviaux, d'accueil et de rencontre, notamment des nouvelles et nouveaux camarades. Enfin, il faudra faire de réels efforts pour compter, dans nos réunions, un temps de parole des femmes au moins aussi important que celui des hommes. ●

**JULIE ROBERT,
VALÉRIE SOUMAILLE**



Le congrès du Snes-FSU 2022 est exceptionnel à plus d'un titre. Exceptionnel parce qu'il se tient à la suite de deux autres congrès : celui du Snes (Paris, 2021, en visio et centré sur deux thèmes, « Inégalités et démocratisation » et « Syndicalisation », du fait de la crise sanitaire) et celui de la FSU (Metz, 2022). Le congrès de Montpellier a donc vocation à se centrer, par une organisation en fiches, sur des sujets précis.

Dans le contexte d'extrême droitisation du débat public, de crise internationale et diplomatique, de périls environnementaux, d'accélération de l'agenda libéral y compris dans le champ de l'Éducation, entre les présidentielles et les législatives, et à l'approche des élections professionnelles, le Snes-FSU aura à éviter d'une part la tentation de rejouer certains débats du congrès fédéral FSU et, d'autre part, de se replier sur une posture attentiste et/ou de courte vue, pour, en ce début de mandature (le renouvellement des instances a eu lieu au printemps dernier à l'issue des élections internes), confirmer une orientation plus combative.

Stopper le bulldozer néolibéral du ministre Blanquer

Dans le champ de l'Éducation (thèmes 1 et 2), le congrès devra faire le bilan de la politique éducative de Blanquer qui, faute de démission, aura duré cinq ans ! Nous pouvons la qualifier de réactionnaire et d'autoritaire. En effet, outre le centrage sur les « fondamentaux », la circulaire contre l'écriture inclusive ou les sanctions contre les collègues mobilisé-es sont autant de symboles d'une politique de réformes libérales, allant contre la démocratisation de l'école ou les personnels. Casse du bac, de la formation et du recrutement des enseignant-es, de l'éducation prioritaire, instrumentalisation de la laïcité, obsession pour l'évaluation permanente, offensive sur le numérique, etc., tout concourt au libéralisme pédagogique et à la mise sous contrôle des personnels. À cela s'ajoute

une gestion erratique et incohérente de la crise sanitaire, dont le ministre a profité pour imposer ses réformes. Les conséquences majeures d'une telle politique sont la remise en cause du rôle de concepteur-trices des enseignant-es, le renforcement des hiérarchies intermédiaires, et la perte de repères (multiplication des injonctions autres que celles des programmes). Ce congrès du Snes-FSU devra donc se pencher sur comment (ré)outiller les collègues sur leurs pratiques professionnelles et leur métier, fortement chamboulés, depuis des années, par une fausse politique de l'inclusion. Le Snes-FSU devra également porter une alternative didactique et pédagogique, en réfléchissant à comment mettre en œuvre concrètement le mandat d'étude sur le lycée, acté au congrès fédéral. Les revendications portées par les collectifs d'assistant-es d'éducation (AED) mobilisé-es percutent les mandats du Snes-FSU, qui devra donc les revisiter à cette aune. Plus généralement, le Snes-FSU devra renforcer ses analyses et ses revendications concernant les personnels non-titulaires et la lutte contre la précarité, instrument de la politique libérale à l'œuvre dans l'Éducation, politique qui s'accélérera encore si la droite reste au pouvoir. L'école est en effet l'un des sujets que le candidat Macron pourrait porter dans sa campagne, en suivant les ballons d'essai déjà envoyés (fin du Capes et du collège unique). Le

Snes-FSU aura fort à faire pour définir des mandats opérationnels : à la fois des analyses capables de démontrer la nocivité de tels projets, et des alternatives crédibles pour l'égalité et l'émancipation des personnels et des élèves.

Pour une société plus juste et écologique

Concernant le thème 3, les mandats fédéraux ont avancé lors du congrès de Metz. Cela peut percuter les mandats du Snes-FSU ou faire débat en son sein. C'est le cas du nucléaire : présenté par le pouvoir comme économique, décarboné et un atout pour l'indépendance énergétique de la France, il est dangereux (menace en termes de sécurité) et polluant (on ne sait que faire des déchets). L'indépendance est un leurre quand l'uranium vient du Niger ou du Kazakhstan. Il faut donc en sortir. Dans l'Éducation, le numérique s'est développé de façon exponentielle. Les maux de cet « outil » sont nombreux : chronophage, abêtissant si mal utilisé, coûteux pour les familles et la société, induisant des problèmes environnementaux. Il nous faudra décliner les mandats adoptés à Metz sur ce point. Lors du congrès fédéral, les débats autour de la protection sociale complémentaire ont également été nombreux. Le congrès du Snes-FSU sera l'occasion de réaffirmer le 100 % Sécu, en insistant sur le travail

Congrès du Snes-FSU



PHOTOS : D. R.

: en ordre de bataille !



intersyndical qui doit être mené avec nos partenaires pour contrer la politique néolibérale en matière de protection sociale. Sur le front de la lutte contre les inégalités, après la grève féministe du 8 mars, il faudra continuer, *a fortiori* dans une profession aussi féminine, de construire des initiatives (25 novembre, formations) et développer le matériel spécifique. De même, la situation des personnels et des élèves LGBTI devra être analysée, afin de doter le Snes-FSU de mandats et d'outils concrets (guide sur les discriminations et les droits, groupe ou secteur...). Le droit de vote des étranger-es résidant en France à toutes les élections devra être débattu de nouveau. Au niveau international, face aux événements en Ukraine, Palestine ou au Mali, nos mandats pour l'autodétermination des peuples et contre les guerres impérialistes sont plus que jamais d'actualité. Il faudra les réaffirmer. Enfin, au vu de la tonalité de la campagne présidentielle, où les discours xénophobes, racistes, réactionnaires se sont multipliés, la campagne des législatives devrait être dans la même veine. Au Snes-FSU de mettre en avant ses mandats de lutte contre le

racisme et les idées d'extrême droite, pour une société et une école émancipatrices.

Dans le syndicalisme de lutte et de transformation sociale

Enfin, dans le thème 4, le congrès fédéral insistait sur la situation d'urgence politique, sociale et écologique dans laquelle la période nous place. Pour y faire face, le syndicat majoritaire du second degré doit revoir son logiciel pour être un outil au service de luttes victorieuses. Le Snes-FSU aura à définir comment il doit, concrètement, contribuer à faire vivre le mandat fédéral de rapprochement avec la CGT et Solidaires, par le biais d'un nouvel outil syndical prenant la forme d'un cadre intersyndical pérenne dans la fonction publique. L'approche des élections professionnelles pourra être vue comme un obstacle qu'il faudra pourtant dépasser. Elles sont d'ailleurs une occasion d'avancer sur la fusion entre les trois syndicats du second degré de la FSU (Snes, Snep, Snuep). Un travail plus commun, plus horizontal entre les S1, ouvert et démocratique est nécessaire, car le renforcement de cet échelon est indispensable avec l'entrée en pleine vigueur de Loi de transformation de la fonction publique, et la disparition des commissions administratives paritaires (Capa) en conséquence. À cet égard, le travail fédéral devrait être encouragé et facilité à l'échelle des établissements. La période impose d'accepter toutes les bonnes volontés internes au Snes-FSU, où le pluralisme, le renouvellement et la féminisation doivent être développés. À cet égard, si la cellule de veille contre les violences sexuelles et sexistes est un

bon début, il faut encore développer l'action du Snes-FSU en ce domaine. En vue du congrès « de Paris » l'an dernier, l'ÉE avait déposé trois propositions de modifications statutaires : la première contre les discriminations, la seconde sur le pluralisme, et la troisième pour la rotation des mandats. Même minoritaires, elles ont poussé l'appareil syndical à se questionner sur son fonctionnement. La troisième a d'ailleurs été votée au-delà de nos rangs. Des propositions de modifications statutaires ont été déposées cette année également, les premières à l'initiative du S3 de Créteil centrées sur la féminisation et les secondes à l'initiative de deux camarades UA, moins explicites et contraignantes. Le congrès fédéral a mandaté la FSU pour travailler avec ses syndicats nationaux les questions de renouvellement, de féminisation et de lutte contre les discriminations en son sein (en lien avec l'institut de recherches) : le Snes-FSU devra trouver comment y contribuer et inclure les conclusions de ces travaux dans son fonctionnement.

Dans le contexte national et international tendu, tenir un congrès qui ne représente pas un « entre-soi » coupé du monde est un véritable défi que le Snes-FSU devra relever. Trois axes nous semblent essentiels : commencer à construire l'outil syndical de demain, préparer les mobilisations nécessaires à une école plus démocratique, avec des personnels qualifiés ayant un statut et des salaires dignes de ce nom, participer aux actions pour une société plus juste, dans un monde respectant davantage l'environnement. ●

LES ÉLU-ES ÉE AU BUREAU NATIONAL DU SNES-FSU. LE 3 MARS 2022.



Depuis plusieurs années, avec la mise en place de forfaits, les dépassements d'honoraires ou encore les déremboursements imposés à la Sécurité sociale, la souscription à une assurance complémentaire en santé devient indispensable pour supporter le coût des soins. C'est une remise en cause progressive mais terrible de la Sécurité sociale.

A lors que la charge des dépenses en santé est de plus en plus lourde, peu d'agent-es savent qu'il existe une participation de l'employeur public à la protection sociale complémentaire. Dans la fonction publique d'État (FPE), l'employeur verse une participation aux opérateurs sélectionnés pour chaque contrat « référencé » souscrit. Le niveau de participation est très inégal, moins de trois euros pour le ministère de l'Éducation nationale, jusqu'à 120 euros pour le ministère des Affaires étrangères.

La réforme en cours de la protection sociale complémentaire des agent-es a été programmée par la loi de la transformation de la fonction publique (LTFP) d'août 2019 et l'ordonnance du 17 février 2021 en a fixé les grandes lignes. Pour les agent-es de la FPE, l'employeur devra participer à hauteur d'au moins 50 % du coût d'une complémentaire santé de base (mise en place entre 2024 et 2026 selon les ministères). L'ordonnance impose donc un découplage des risques santé et prévoyance et exclut la participation employeur pour les retraité-es. Il faut bien avoir en tête que, faute d'accord avec les syndicats, c'était le texte de cette ordonnance qui se serait appliqué.

Les négociations ont permis aux organisations syndicales, dont la FSU, d'améliorer les modalités de mise en place pour les agent-es. La FSU a défendu la situation de l'ensemble des agent-es, en activité comme à la retraite, titulaires et contractuel·les, afin d'assurer un haut niveau de garantie à l'ensemble des agent-es mais aussi la mise en œuvre de dispositifs de solidarité à tous les niveaux : intergénérationnel, familial et au niveau des revenus. Nos revendications de liberté d'adhésion et du 100 % Sécu ne sont pas partagées par l'ensemble des organisations syndicales.

Que contient l'accord ?

1 L'obligation pour les agent-es d'adhérer à la complémentaire santé choisie par l'employeur. Bien que l'ordonnance prévoyait différentes modalités d'adhésion (contrat

La protection sociale complémentaire



individuel ou collectif, à adhésion facultative ou obligatoire), le ministère de la Transformation et de la Fonction publiques a imposé cette modalité au motif que ce type de contrat permettrait un abaissement de leur coût. Des cas de dispense sont prévus, notamment pour les bénéficiaires de la complémentaire santé solidaire ou d'un contrat en tant que conjoint-e.

2 L'ensemble des agent-es en activité de la FPE, à l'exclusion des vacataires, bénéficiera du contrat sélectionné et de la participation de l'employeur. Pourront aussi bénéficier des contrats négociés, sans participation employeur, les retraité-es, les conjoint-es et enfants des agent-es en activité ou retraité-es.

3 Le panier de prestation en santé défini permet un bon niveau de couverture en santé pour l'ensemble des bénéficiaires et limite le développement des options, source d'inégalités entre agent-es.

4 Une cotisation dite d'équilibre servira de référence pour les cotisations des différents bénéficiaires.

5 Des éléments de solidarité sont prévus pour les cotisations. Pour les agent-es en activité, dont la moitié de la cotisation d'équilibre sera payée par l'employeur, la part à charge de l'agent-e sera, pour 30 % de son montant, proportionnelle aux revenus. Pour les enfants de moins de 21 ans, les cotisations seront réduites à 50 % de la cotisation d'équilibre. Elles seront gratuites au-delà de 2 enfants de moins de 21 ans. Les cotisations des retraité-es sont encadrées afin d'éviter une envolée du montant de la cotisation lors du passage à la retraite. Enfin, un fonds d'aide sera aussi mis en place pour les retraité-es.

L'accord définit aussi le pilotage du système avec la mise en place d'un comité

de suivi au niveau interministériel qui suivra l'application de la PSC dans les ministères. Dans chaque ministère est créée une commission paritaire de pilotage et de suivi qui aura en charge la bonne application des contrats.

6 Un accord ministériel ne pourra que préciser ou améliorer les dispositions de l'accord interministériel. En l'absence d'accord ministériel, ce sont les dispositions interministérielles qui s'appliqueront.

Et maintenant ?

L'accord interministériel signé le 26 janvier dernier par l'ensemble des organisations syndicales représentatives dans la FPE ne clôt pas le sujet PSC, bien au contraire.

D'une part, les interventions, répétées, des organisations syndicales sur l'importance de la couverture en prévoyance pour les agent-es ont obligé le ministère à prendre l'engagement d'ouvrir des négociations sur ce sujet. Un accord de méthode est en cours de négociation et la question va être au centre d'après discussions.

D'autre part, l'accord interministériel prévoit l'ouverture de négociations dans chaque ministère pour mettre en œuvre sa déclinaison.

C'est un nouvel enjeu syndical qui s'annonce, permettant de refaire du commun autour des questions de la santé. La création des commissions paritaires sera un atout.

Cela peut être une étape vers notre revendication du 100 % Sécu : quand tout le monde aura une complémentaire santé payée par l'employeur, il faudra pousser pour une intégration dans la Sécurité sociale. ●

ÉMILIE MOREAU

Un arc syndical déterminant

La signature d'accords avec le gouvernement pose un certain nombre de questions : les organisations syndicales agissent dans l'intérêt des agent-es, néanmoins elles n'ont pas toujours les moyens de les consulter, ce qui rend ces questions d'autant plus vives. C'est ainsi que s'est engagée la signature de l'accord sur la protection sociale complémentaire.

Même si la protection sociale complémentaire (PSC) dans la fonction publique découle de la transposition de l'ANI de 2016 dans le privé, il n'en demeure pas moins que cela reste très éloigné des préoccupations des agent-es : le dossier est technique et complexe, l'application, pas immédiate, est peu concrète. Les syndicats nationaux de la FSU ont informé dans leur presse syndicale sur les enjeux de cet accord, mais les syndiqué-es se sont peu saisi-es de la question et l'information n'est pas parvenue jusqu'à l'ensemble des agent-es. En l'absence de consultation large, la responsabilité syndicale est donc d'autant plus importante.

Le principe, les mandats, le contexte

En dépit d'un travail fédéral d'analyse conséquent, les militant-es ont tardé à s'approprier les enjeux et ce sont les retraité-es qui ont mis l'accent sur les problèmes induits par l'accord. Iels ont insisté sur le principe même de la PSC, qui revient à faire un pas de plus vers la marchandisation de la santé. Principe en tous points contraire à nos mandats : aller vers le 100 % sécu, refuser les contrats obligatoires, garantir la solidarité (intergénérationnelle notamment)... Ces mandats nous lient, certes, mais ils stipulent aussi qu'« à titre transitoire », et avant d'atteindre l'horizon revendicatif du 100 % sécu, il faut envisager des mesures qui nous en rapprochent. Reste à savoir si celles qui sont contenues dans l'accord ne nous en éloignent pas... Évidemment, l'appréciation est différente selon l'endroit d'où l'on parle, si l'on est retraité-e ou agent-e de catégorie C, si l'on valorise l'aspect collectif du contrat (qui permet une forme d'égalité pour les agent-es et une meilleure protection santé à celles et ceux qui aujourd'hui n'ont pas de mutuelle) ou si l'accent est mis sur le découplage entre santé et prévoyance (qui génère une nouvelle inégalité et insécurise celles et ceux qui n'auront pas les moyens de cotiser en plus). La situation est donc complexe et le contexte dans lequel elle s'inscrit ajoute encore à l'affaire : comment se résoudre à signer un accord avec ce gouvernement détes-

table, et ce, à quelques semaines des élections présidentielles ?

Les négociations, la réalité contrainte, l'arc syndical

Au cours des semaines qu'ont duré les négociations, le dossier a considérablement évolué. Le gouvernement avait annoncé que la PSC serait mise en œuvre, que l'accord soit majoritaire ou non. Tout en dénonçant le caractère inacceptable de ce cadre contraint, ce chantage, les syndicats ont estimé qu'il n'était pas possible d'en rester à l'existant du cadre *a minima* de l'ordonnance gouvernementale : il fallait « en faire son deuil » et se résoudre à un nouveau fonctionnement de la protection sociale complémentaire. Il était donc essentiel pour les organisations syndicales de faire évoluer au mieux le contenu de l'accord, dans l'intérêt des agent-es. À l'issue de la négociation, on peut acter de notables améliorations : le panier de soins est nettement plus favorable que celui du privé, l'encadrement des cotisations pour les retraité-es les protège davantage, l'accord engage le gouvernement à ouvrir des négociations sur la prévoyance... Si la PSC devait s'appliquer, il fallait que ce soit aux meilleures conditions, celles obtenues par la négociation. Celles-ci s'étant menées de façon intersyndicale, c'est de la même façon qu'il faut apprécier la pertinence de la signature. Des débats ont eu lieu dans toutes les organisations, pour les mêmes

raisons : un contexte repoussoir, une méthode insupportable et un cadre général qui n'est pas satisfaisant. Mais celui-ci s'imposant toute façon, les organisations syndicales ont dû trancher : fallait-il refuser les avancées par opposition de principe ? Dans ce cas, comment justifier auprès des agent-es la dégradation de l'existant ? Peut-on miser sur leur mobilisation pour faire pression (dans des délais très courts !) et changer la donne ? Est-ce bien responsable de faire un tel pari ?

Pour la FSU, qui s'est déterminée en dernier, à la veille de l'échéance, la question a été plus simple. Les autres OS ayant annoncé leur signature, la fédération allait-elle jouer l'isolement sur ce dossier (alors qu'elle avait pris toute sa part dans les négociations), et rompre avec l'arc unitaire, en se coupant notamment de la CGT et de Solidaires avec lesquels elle mène tous les combats sociaux (combats qu'il faudra mener sur la PSC aussi) ? Et ce, alors qu'elle veut s'engager avec elles dans la voie d'une refondation du syndicalisme.

Sans naïveté aucune sur les limites de l'accord et la confiance à accorder à ce gouvernement sur les points trop flous (évolution de la cotisation d'équilibre, recouplage santé/prévoyance...), la signature a été majoritaire au sein de l'ÉE (décision non unanime). La tentative dans le congrès FSU, de la part d'Émancipation et de FU, de revenir dessus et de retirer la signature a fait figure d'un syndicalisme de posture stérile et ne pouvait convaincre. ●

VÉRONIQUE PONVERT



PHOTO : D. R.

UN COMBAT VITAL

En Europe, les extrêmes droites se renforcent. Héritières d'histoires nationales spécifiques, elles profitent des comorbidités sociales produites par les crises du capitalisme. Elles proposent des solutions autoritaires pour les surmonter en désignant les immigré·es comme boucs émissaires.

La résurgence de l'extrême droite en Europe a des origines et des formes très diverses. Une large gamme se déploie, depuis des partis ouvertement néonazis, comme Aube dorée en Grèce, jusqu'à des forces bourgeoises intégrées dans le jeu politique institutionnel avec l'UDC suisse en passant par des partis « indépendantistes » (le *Vlaams Belang* en Belgique ou la Ligue du Nord en Italie) ou centraliste (Vox dans l'État espagnol). La difficulté de ces partis à former un groupe au Parlement européen, voire à s'accorder sur une déclaration commune, illustre bien cette hétérogénéité. Toutefois, comme le montre Ugo Palheta dans ces pages, cette diversité des partis d'extrême droite ne doit pas occulter qu'ils ont en commun d'être « antimondialistes », tant que cela ne gêne pas le capitalisme, en utilisant le racisme anti-immigré·es, l'islamophobie voire l'antisémitisme pour promouvoir des alternatives ultra autoritaires, destructrices des conquits sociaux et du mouvement ouvrier.

En France, la multiplication des candidat·es à droite de la droite renforce la diffusion des fantasmes identitaires et

déclinistes et des propos misogynes et homophobes. Cela est facilité par une emprise médiatique croissante (radios, télévisions et journaux) de Bolloré et consorts. Celle-ci est encore plus inquiétante s'agissant de l'armée et de la police, où l'ED est parfois majoritaire électoralement et organisée par des structures « syndicales » ou associatives. La glorification de Napoléon, les tentatives de réhabilitation du régime de Pétain ou la célébration de Poutine sont, de la part de M. Le Pen ou de E. Zemmour, des falsifications historiques et des coups de force d'une pensée anti-démocratique pour façonner et légitimer un État fort. Même si ces modèles, du fait de la guerre en Ukraine, peuvent les desservir momentanément. L'extrême droite pèse ainsi, du sommet jusqu'à la base de notre société, y compris avec des discours complotistes au cœur de la crise sanitaire.

Tout en se gardant de confusions historiques, on peut parler d'un fascisme du XXI^e siècle comme d'une idéologie de la suprématie d'une culture/race issue d'un passé idéalisé et tournée contre des boucs émissaires. À côté des partis d'extrême droite, les identitaires sont une mouvance tout aussi menaçante : intimidations et violences en lien avec les néonazis, présence dans les médias (CNews ou BFMTV etc.) et dans les institutions (universités armées). La multiplication de ces groupes, leurs dissolutions (*Génération Identitaire*, *Bastion social*) et leurs renaissances



PHOTO: D. R.

attestent du danger. Les chaînes Youtube de Papacito et du Raptor, des journaux comme *Valeurs actuelles* ou *Causeur* ou des groupes dévoyant le féminisme comme Nemesis, Antigones ou Caryatides alimentent autant le RN que Reconquête. René Monzat décrit, dans ce dossier, cette concurrence entre deux projets, aux bases sociales distinctes, qui concourt à élargir l'assise globale de l'extrême droite.

Fascisation n'est pas fascisme

Des segments de la classe politique et du gouvernement relaient ou amorcent une partie du programme de l'extrême droite : chasse aux migrant-es, lois liberticides, répression des mouvements sociaux et violences policières, délires sur l'islamogauchisme ou le wokisme. Tout cela lui offre une légitimité. Une partie du spectre politique est infecté, de la droite dite « républicaine » quand V. Péresse argumente sur le « grand remplacement », jusqu'à certains segments de la gauche qui soutiennent des manifs policières réactionnaires et une laïcité excluante.

Certes, il n'y a pas encore de fascisme, au sens d'un régime politique, mais il y a une menace, que décrivent Ugo Palheta et Ludivine Bantigny dans leur dernier ouvrage et dont iels analysent la source : « *la tendance à la fascisation prend place dans une crise d'hégémonie, quand le pouvoir*

en place peut de moins en moins obtenir le consentement de la population et doit exercer de plus en plus son pouvoir sous une forme répressive, sous une forme d'intimidation. »

No pasaran !

Combattre l'extrême droite, c'est lutter pour l'égalité des droits et pour la solidarité, contre la violence du néolibéralisme. C'est une tâche pleinement syndicale. Elle se mène avec les associations ainsi qu'au cours des luttes quotidiennes avec l'ensemble des salarié-es.

Dans ce but, nous donnons la parole à Thomas Portes de l'Observatoire national de l'extrême droite (Oned), qui appelle à renforcer les collectifs de lutte antifascistes (Visa, Oned, la Horde) et à poursuivre le travail de documentation, d'information et d'analyse pour lutter contre ces discours de haine, les discriminations et les agressions qu'ils inspirent.

L'antifascisme doit être articulé aux autres luttes, féministes, antiracistes, sociales et écologiques. Les cloisonner, c'est risquer leur récupération par l'extrême droite. C'est comme salarié-es, privé-es d'emploi, femmes, jeunes ou retraité-es, engagé-es dans des mobilisations avec nos organisations, que nous sommes collectivement un obstacle à l'extrême droite. Les luttes sociales permettent de la démasquer : parfois sociale en paroles, mais partisane de l'ordre établi en actes. ●

BRUNO DUFOUR, SOPHIE ZAFARI ET LAURENT ZAPPI

EUROPE, NÉOLIBÉRALISME

Après avoir été, pendant des décennies, condamné-es à l'alternance, sans alternative, entre une droite décidée à en finir avec les grandes conquêtes sociales du XX^e siècle et une social-démocratie pleinement convertie à cette entreprise néolibérale, nous faisons face à une situation inquiétante et périlleuse. Situation qui nous conduit à subir le désastre du non-choix entre d'un côté un néolibéralisme qui assume un caractère de plus en plus ouvertement xénophobe et autoritaire et, d'un autre côté, le néofascisme. Avec, à l'horizon, une synthèse possible entre ce néolibéralisme et le néofascisme, une synthèse dont les classes populaires, les minorités et les migrant-es, en France et en Europe, seraient évidemment les premières victimes.

L'hypothèse d'une synthèse entre néolibéralisme et néofascisme n'a rien de fantasque si on garde en tête le fait que certains des plus grands théoriciens du néolibéralisme, Hayek ou Friedman, ont pu justifier et même soutenir activement des solutions ultra-autoritaires (notamment le coup d'État militaire et la dictature de Pinochet au Chili), et si on prend toute conscience du fait que la doctrine néolibérale, dès son origine et malgré ses divergences internes, s'est affirmée précisément contre la démocratie, prise en son sens étymologique, c'est-à-dire comme pouvoir populaire. Elle visait notamment à construire un ordre constitutionnel placé à une distance maximale des peuples.

Alors, il est vrai que c'est actuellement, non pas l'extrême droite néofasciste, mais « l'extrême centre néolibéral » qui préside aux destinées de la France et de l'Europe. Mais notre ennemi a de multiples visages, et l'un de ces visages, ce sont les forces de l'extrême droite nationaliste – ultra-autoritaire, xénophobe et raciste –, qui sont indéniablement à l'offensive et en ascension dans toute l'Europe. Nous devons donc, évidemment, refuser non seulement l'idée que les ennemi-es de nos ennemi-es pourraient être nos ami-es, c'est-à-dire l'idée qu'une quelconque proximité puisse s'établir avec les droites et extrêmes droites nationalistes au nom du combat contre les politiques de l'Union européenne, mais il faut également repousser l'autre idée, qui est souvent avancée, selon laquelle les extrêmes droites ne seraient en quelque sorte qu'un épouvantail, une sorte de leurre, de pure illusion.

Évidemment, ils ont été et ils sont utilisés comme un épouvantail par les partis dominants (en France mais aussi dans nombre de pays européens), mais cette utilisation opportuniste du danger fasciste et cette instrumentalisation d'une rhétorique



PHOTO : D. R.

anti-Rassemblement national (RN) voire antifasciste ne signifie en rien que les extrêmes droites ne constitueraient pas une menace spécifique et même mortelle, et ne signifie en rien qu'il ne faudrait pas l'affronter. Les forces d'extrême droite se situent depuis longtemps à un niveau élevé dans certains pays, un niveau qui peut leur faire envisager l'accès au pouvoir dans un futur pas si lointain ; mais ces forces progressent aussi dans des pays où, jusqu'au début des années 2010, l'extrême droite indépendante et organisée n'était pas parvenue à conquérir une audience électorale de masse (la Suède, l'Allemagne, ou plus récemment encore l'Espagne avec Vox et le Portugal avec Chega).

Le combat antifasciste est consubstantiel au combat contre les néolibéraux, notamment parce qu'affaiblir Le Pen ou Salvini, par exemple, c'est affaiblir les meilleur-es ennemi-es dont puisse rêver quelqu'un comme Macron : meilleur-es ennemi-es parce que c'est leur existence même et leur force politique qui lui permettent de se poser faussement en « progressiste », en défenseur voire en sauveur des valeurs de progrès et de l'amitié entre les peuples, alors même qu'il mène une politique de destruction des droits sociaux, une politique de plus en plus autoritaire, et répugnante en matière d'accueil des migrant-es.

La responsabilité de l'Union européenne

Pourquoi donc la construction de l'Union européenne (UE) a-t-elle favorisé politiquement, électoralement, l'extrême droite ? Pour le comprendre, il faut préciser que si l'UE, en particulier à travers l'Union économique et monétaire, est bien ce qu'on peut appeler une cage d'acier néolibérale, c'est dans la mesure où elle tend à constitutionnaliser un certain type de politique économique, organisé autour du principe de concurrence.

Or, cette constitutionnalisation de la concurrence se fait à une échelle supranationale, et il faut remarquer que la volonté de bâtir un ordre juridique supranational contraignant pour les États et pour les peuples avait été théorisée par des intellectuel·les néolibéraux·ales, avec l'idée que pour revenir sur ces conquêtes sociales et démocratiques que sont le droit du travail, les systèmes de protection sociale, les services publics et la fiscalité progressive, il fallait impérativement mettre les peuples à bonne distance de la décision politique en matière économique et, d'une certaine manière, dépolitiser l'économie (et c'est en cela que le néolibéralisme est d'une certaine manière une antipolitique ou encore une politique de la dépolitisation).



PHOTO : D. R.

ET NÉOFASCISME



Or, dans le cadre national, les peuples continuent, même de manière très limitée, à avoir leur mot à dire puisqu'ils peuvent faire pression sur les élu-es et sur les gouvernements à travers leurs suffrages mais aussi à travers les mobilisations sociales, notamment syndicales, qui sont encore structurées essentiellement à l'échelle nationale. Donc il fallait, du point de vue néolibéral, que les gouvernements nationaux cèdent des pans entiers de cette souveraineté populaire organisée au niveau national, ce que ces gouvernements, de droite comme de gauche, ont fait. Du coup, il est assez facile pour les extrêmes droites – et Marine Le Pen s'est montrée très habile à ce jeu depuis son accession à la tête du FN en 2011 – de populariser l'idée que seule une politique nationaliste pouvait réellement protéger les salarié-es, et notamment les ouvrier-es et les employé-es du privé, c'est-à-dire de populariser l'idée mythologique que la Nation est la solution, comme si d'ailleurs c'était la Nation qui était la réelle cible des politiques néolibérales, et non pas les conquêtes sociales et démocratiques.

Les extrêmes droites ont donc pu donner une forme politique nationaliste à la contestation de l'Union européenne et à la défense des emplois, des conditions de travail et d'existence immédiates des classes populaires salariées, mais aussi à la défense de ces conquêtes. Elles l'ont fait en avançant l'idée simple que ce qui menacerait les emplois, les conditions de travail et d'existence, les services publics, etc., c'est ce que Marine Le Pen nomme le « double mondialisme » : un « mondialisme d'en haut » (la finance mondialisée, dite « apatride » ou « sans frontières » pour reprendre la rhétorique fasciste, mais aussi la bureaucratie de l'UE), qu'elle appelle aussi le « totalitarisme de l'argent », et un « mondialisme d'en bas » (les immigré-es et leurs allié-es de gauche), qu'elle associe intrinsèquement à ce qu'elle nomme le « totalitarisme islamiste ».

Ce récit permet au passage au Rassemblement national (RN), Zemmour et autres d'éliminer complètement la responsabilité première du capital et plus globalement du système capitaliste, qui n'est jamais nommé, pas plus que les « actionnaires ». Cela leur

permet en outre de faire oublier que la machinerie juridique et bureaucratique que constitue l'UE n'a pas pour objectif la destruction culturelle des nations ou le remplacement démographique des populations européennes (il est faux d'imaginer que les néolibéraux voudraient la destruction des nations et des frontières, la seule chose qui les ennuie c'est quand les frontières empêchent ou limitent l'accumulation du capital) ; cette machinerie a pour objectif l'augmentation des taux de profit.

Les extrêmes droites et la question européenne

Les extrêmes droites sont fondamentalement opportunistes sur la question européenne comme sur les questions économiques : l'important pour elles, ce n'est pas de déterminer si une autre politique économique, plus favorable aux salarié-es, est possible ou non dans le cadre de la zone euro. Il s'agit essentiellement d'un enjeu tactique et électoraliste : est-ce que par exemple proposer la sortie de l'euro va permettre d'engranger des voix ?

Que font les partis de la droite ou de l'extrême droite nationaliste qui sont d'ores et déjà au pouvoir (ou qui l'ont été récemment) ? Les gouvernements en question, en matière économique, mènent des politiques qui ne remettent

nullement en question la *cage d'acier néolibérale* parce que, précisément, pour parvenir au pouvoir et s'y maintenir, les extrêmes droites comptent et compteront sur une alliance avec les classes dominantes, qui elles sont farouchement opposées à la sortie de l'euro et de l'Union européenne. Et pour une raison simple, c'est que l'euro est le joyau des bourgeoisies européennes. C'est l'instrument le plus puissant de disciplinarisation des salarié-es, de nivellement par le bas des systèmes fiscaux et de compression des droits sociaux et des salaires, dont ils puissent disposer à l'heure actuelle.

Il faut ajouter à cela qu'on n'a jamais vu un gouvernement d'extrême droite – fasciste ou non (Italie fasciste, Allemagne nazie, Espagne franquiste, Portugal salazariste, Grèce des colonels ou Chili de Pinochet) – non seulement remettre en cause en quoi que ce soit le capitalisme, mais même plus modestement prendre significativement le parti des salarié-es contre les patrons. Au contraire, tous ces gouvernements et régimes d'extrême droite ont détruit à la fois les droits sociaux, les organisations de défense des salarié-es et les syndicats indépendants de l'État. Ils n'ont pas simplement limité ces droits et affaibli ces organisations, ils les ont effacés de la carte, laissant les salarié-es seul-es et sans droits face à des patrons dont les fascistes pensent fondamentalement qu'ils doivent être « maîtres chez eux », qu'ils doivent exercer une autorité sans limite, de la même manière que le chef de l'État doit gouverner de la manière la plus expéditive et *in fine* de la manière la plus autoritaire.

Parmi d'autres axes politiques, la gauche sociale et politique en Europe doit parvenir à connecter, beaucoup mieux qu'elle ne l'a fait jusqu'à maintenant, la question socio-économique et la question européenne, ce qui suppose de ne laisser à l'extrême droite ni le monopole de la critique de l'UE, ni le terrain des politiques à mener immédiatement à l'échelle nationale. Cela n'est nullement contradictoire avec l'internationalisme, qui implique notamment – outre les solidarités concrètes – de populariser l'idée que rompre avec le système capitaliste supposera d'étendre cette rupture à l'échelle internationale, notamment dans le cadre d'une véritable union des peuples en Europe et au-delà, loin du principe de concurrence et des logiques de profit qui ne peuvent qu'opposer les peuples les uns aux autres et alimenter toutes les variétés de chauvinisme réactionnaire. ●

UGO PALHETA



L'EXTRÊME DROITE EN EUROPE

L'expansion de l'extrême droite en Europe est sans précédent depuis les années 1930. Dans plusieurs pays (France, Angleterre, Danemark), cette mouvance qui obtenait entre 10 et 20 % atteint à présent entre 25-30 % des voix.

Certains de ces partis sont parvenus au pouvoir (Autriche, Finlande, Norvège ou Hongrie) dans le cadre d'alliance le plus souvent nouées avec des forces conservatrices mais pas uniquement. Une part importante de l'extrême droite européenne aujourd'hui a une matrice directement fasciste et/ou néonazie : c'est le cas de l'Aube dorée grecque, du *Jobbik* hongrois, de Secteur droit en Ukraine, de *Casapound* en Italie, etc. Mais cela vaut aussi, sous des formes moins appuyées ou assumées, pour le Rassemblement national et Reconquête en France, le FPÖ autrichien, le *Vlaams Belang* belge... dont les cadres fondateurs ont eu des liens étroits avec le fascisme historique ou les forces de la collaboration avec le III^e Reich. Dans d'autres pays – Hollande, Suisse, Angleterre, Danemark – les partis d'extrême droite n'ont pas des origines fascistes, mais ils partagent avec les premiers le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie et l'islamophobie.

Le souverainisme affiché par toutes ces organisations est à géométrie variable. Outil de propagande électorale, il s'adapte aux publics visés et décline toute la gamme des nuances entre le centralisme (*Vox*) jusqu'à l'indépendantisme (*Vlams Belang*) en passant par le régionalisme (*Ligue du Nord*). Mais dès que leur croissance électorale les met en position d'un accès possible au pouvoir, ils se soumettent au cadre européen du libéralisme dont ils partagent le combat contre les droits sociaux et les mouvements d'émancipation du salariat.

LE DUO LE PEN ZEMMOUR TÉMOIN D'UN GAIN D'INFLUENCE DES DRO

La croissance quasi ininterrompue de l'opinion de droite radicale, depuis quarante ans, n'a pas levé la difficulté du Front national (FN) puis Rassemblement national (RN) à franchir la dernière marche. Des groupes, déçus de Marine Le Pen, ont donc voulu pousser une autre candidature présidentielle. Objectif : capter une partie de l'électorat de la droite conservatrice afin de remporter l'élection présidentielle.

Des discussions et prises de position publiques se sont multipliées dans les milieux des droites radicales hors des structures du RN, politiquement et intellectuellement stériles depuis 20 ans. Les revues de la droite radicale (*Causeur, Éléments, l'Incorrect, Réfléchir & Agir, Rivarol*), des structures telles l'Issep, l'école de Marion Maréchal ou l'institut Iliade mis sur pied par la nouvelle droite, des blogs et vidéos de personnalités isolées comme Julien Rochedy, en ont débattu bien avant qu'Éric Zemmour ne se déclare.

Ces débats ont porté sur l'incompatibilité de principe entre conservatisme et libéralisme, sur la nécessité de dégager des thématiques efficaces dans le « temps court » politique, sur les moyens politiques de cibler des couches sociales clés⁽¹⁾.

Marine Le Pen aurait privilégié les couches populaires déchristianisées en repoussant la bourgeoisie catholique qui, autant qu'un électorat nombreux, peut apporter des capacités d'encadrement et - *mezzo voce* - des capacités financières.

Ainsi, dès octobre 2021, *Pourquoi Éric Zemmour ?* publie les raisons du soutien d'une vingtaine de cadres identitaires ou nationalistes révolutionnaires. En revanche, en novembre, *Civitas*, organe du mouvement catholique traditionaliste éponyme, publie une dizaine de contributions, majoritairement hostiles. Des équipes issues de La Manif pour tous qui ont cherché un débouché politique en créant Sens commun au sein des Républicains (LR), deviennent Mouvement conservateur, et se rallient à Zemmour en décembre. L'Institut Iliade, la structure de formation de cadres politiques issue de la nouvelle droite, s'est investi aux côtés de Marion Maréchal puis d'Éric Zemmour. Car le polémiste a été poussé à se présenter, plus qu'il n'a entraîné son entourage⁽²⁾. Ces orientations s'entendent dans les prises de parole de Le Pen et Zemmour et se lisent dans leurs programmes respectifs. Pour forcer le trait, Péresse c'est Macron en plus sécuritaire. Zemmour, c'est Macron identitaire, mais sans le soutien du cœur du patronat français, à la notable et essentielle exception de Bolloré. Malgré le soutien ostensible de Vincent Bolloré, patron catho réac en passe d'occuper une position dominante tant dans la presse audiovisuelle que dans l'édition, le candidat du noyau du capitalisme français s'appelle Macron. Le discours flou de nationalisme économique de Zemmour n'intéresse pas les firmes dominantes. Ce dernier doit donc se contenter de quelques ami.es dans le monde de la finance, de cadres supérieur-es d'entreprises privées ou issues du secteur public sensibles au pathos identitaire⁽³⁾.

Les sondages indiquent une recomposition politique des électeurs

Dans l'effondrement en cours de la base électorale des Républicains, une fraction importante rejoint Macron, dont la politique



PHOTO: D. R.

ne se distingue plus de celle de LR. Une autre part rallie Zemmour, qui pousse plus loin la surenchère sécuritaire et islamophobe. Mais très peu vont vers Marine Le Pen, dont le discours populiste inquiète le Medef et hérisse les réflexes sociaux conservateurs de la base fillonniste, qui surtout, ne lui pardonnent pas son manque d'engagement envers la Manif pour tous. D'où son lâchage par les réseaux catholiques conservateurs. Ici un clivage idéologico-culturel, voire religieux, redouble et durcit le clivage social. La différence d'allure des publics des meetings est nette.

Les sondages⁽⁴⁾ démontrent la cohérence entre le cœur de cible préalablement choisi et le profil que dessinent les sondages



1) *L'extrême droite, ses controverses idéologiques et ses médias*, René Monzat, Contretemps, 14 décembre 2020.

2) *Le Radicalisé*, Etienne Girard, Seuil, 2021.

3) Voir sur ce point notamment les reportages de Mediapart.

4) Ipsos, *Enquête électorale 2022, vague 6*, 5 mars 2022, et les enquêtes Elabe *Les Français, l'élection présidentielle de 2022*, 7 février, 1, 23 février et 1^{er} mars 2022.

GENE OITES RADICALES



d'opinion. La répartition des femmes et hommes soutenant Le Pen est équilibrée, l'électorat de Zemmour est très majoritairement masculin. Zemmour s'appuie sur un électorat CSP+, il fait mieux que Le Pen chez les cadres comme chez les retraité-es CSP+. Le Pen maintient son influence sur les couches CSP-. Alors que Zemmour y fait un score proche de sa moyenne, tant chez les employé-es que chez les ouvrier-es, Marine Le

Pen attire dans ces couches sociales plusieurs fois son score moyen. En particulier, il faut souligner que Le Pen y recueille à elle seule plus d'intentions de vote que l'ensemble des candidat-es de gauche, écolos compris. Zemmour, qui ne fait pas moins que sa moyenne dans cette couche sociale, ajoute donc assez de voix pour que de 45 à 57 % des ouvrier-es envisagent de voter pour l'extrême droite, une proportion comparable à celle mesurée depuis près de vingt ans. Marine le Pen fait mieux que Zemmour chez les retraité-es CSP-.

Cette réalité, qu'une partie de la gauche politique et universitaire a du mal à regarder en face, est néanmoins essentielle pour comprendre ce qui se joue aujourd'hui et ce qui se passera demain.

Le score annoncé de Le Pen diminue quand la taille de la ville augmente, traduisant la faiblesse persistante de son courant dans les métropoles régionales et surtout la capitale. En revanche, Zemmour surperforme en région parisienne, où il fait deux fois mieux que sa concurrente.

Enfin, les scores de Marine Le Pen sont meilleurs dans le Nord de la France et ceux de Zemmour dans le Sud, en écho du passé avec la couleur populaire du FN du Nord de Marine le Pen/Philippe et la dominante plus conservatrice, catho et couches moyennes du FN de Marion Maréchal.

Les deux bases électorales vont perdurer après les présidentielles

Reconquête n'a rien de comparable au FN des années 1985 à 2000 qui avait réussi à conserver le lien avec ses deux bases sociales, aidé en cela par une alliance formelle sur un projet politique commun, entre les deux réseaux de cadres politiques « catho tradi » et de la « nouvelle droite ».

Aujourd'hui, seul le discours identitaire, élaboré au début des années 2000, sert de liant. Sa souplesse constitue sa force

Vigilance et initiatives syndicales antifascistes (Visa)



Visa est une association intersyndicale composée de plusieurs dizaines de structures syndicales : la FSU et plusieurs de ses syndicats, l'Union syndicale Solidaires et plusieurs de ses syndicats, des fédérations et des syndicats de la CGT, de la CFDT, de la CNT-SO, la CNT et le syndicat de la Magistrature.

Depuis 1996, Visa recense, analyse et dénonce les incursions de l'extrême droite et plus particulièrement du Front national, devenu Rassemblement national, sur le terrain social. Visa se veut un outil d'information et de réflexion pour toutes les forces syndicales qui le souhaitent afin de lutter collectivement contre l'implantation et l'audience de l'extrême droite dans le monde du travail.

Elle intervient :

- En informant sur les dangers et le développement de l'extrême droite en France, en Europe et dans le monde ainsi que sur les « passerelles » avec la droite dure.
- En analysant de manière critique les propositions dites sociales de l'extrême droite.
- En relayant sur son site toutes les prises de position, actions des organisations syndicales contre l'extrême droite.
- En dénonçant toutes les discriminations racistes, sexistes, homophobes au sein et hors des entreprises.
- En se faisant l'écho de toutes les actions de solidarité avec les sans-papiers.
- En aidant, par des outils adaptés (journées de formation, brochures, affiches etc.), les équipes syndicales à se former et se mobiliser pour démystifier, aux yeux des salarié-es, les propositions prétendues sociales de l'extrême droite.
- En alertant sur la présence dans les structures syndicales de militantes d'extrême droite se prétendant responsables syndicales.

et son indéniable efficacité⁽⁵⁾. Pareil discours ne peut néanmoins tenir lieu de politique.

De plus, Zemmour n'a pas tissé de réseau militant. Reconquête risque d'être un parapluie pour divers groupuscules radicaux. Ceux-ci estiment peu Zemmour, pour diverses raisons : son libéralisme économique, ses déclarations pro-Israéliennes, voire sa judéité.

Par contraste, le FN a été en symbiose pendant toute l'ère de Jean-Marie Le Pen avec des groupes idéologiques et militants plus radicaux, leur offrant un débouché, un relais politique. Cela a contribué à limiter leurs débordements. Reconquête n'a pas aujourd'hui les moyens d'une telle régulation. Les incidents lors du meeting de Villepinte en sont un indice.

La coexistence du RN et de Reconquête peut élargir encore la base électorale de la droite radicale, au prix de sa division. Le processus de recomposition est juste entamé.

Le fond du problème reste la proportion de la population qui croit que marginaliser ou exclure une fraction de la population peut suffire à améliorer la situation de la majorité et régler tous les problèmes du pays.

L'histoire politique européenne de ces dernières décennies a montré que dans un tel contexte, un mouvement, un appareil politique pouvait succéder à un autre pour représenter cette partie de la population. ●

RENÉ MONZAT

→ Auteur de *Voleurs d'avenir, pourquoi l'extrême droite peut avoir de beaux jours devant elle*. Éditions Textuel 2003.

5) Comment l'identité est devenue le langage commun du nationalisme blanc, René Monzat, Contretemps, 31 Août 2021.

“ **TROIS QUESTIONS À THOMAS PORTES,**
PRÉSIDENT DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EXTRÊME DROITE

Veiller, décrypter et développer l'éducation populaire contre l'extrême droite

✓ **École émancipée : Au vu de l'extension du domaine de l'extrême droite, quel champ et quelles limites à votre observation ?**

Depuis la création de l'Observatoire national de l'extrême droite (Oned), en 2020, la situation s'est considérablement aggravée. Des violences physiques et verbales, en passant par les appels aux meurtres, la présence de plusieurs candidat·es d'extrême droite à l'élection présidentielle ou encore la mainmise de Vincent Bolloré sur un large champ de médias témoignent d'une poussée idéologique préoccupante. C'est dans ce contexte que notre observatoire doit jouer un triple rôle. D'abord celui de veille, afin de bien savoir où s'organise l'extrême droite, autour de qui (et de quel lieu) elle se structure. Ensuite, celui de décryptage, et c'est, à mon sens, un des plus importants au regard de la bataille idéologique que nous avons à mener. Nous travaillons sur les programmes des candidat·es, sur leurs idées, sur leurs discours mais aussi sur la communication des groupuscules comme Génération Identitaire (aujourd'hui dissout) afin de démonter leurs arguments. Je prends un exemple, celui de la santé. Depuis des années, l'extrême droite est en boucle sur l'Aide médicale d'État (AME), censée être responsable de tous les maux de l'hôpital public, Éric Zemmour parle même de « submersion ». Notre rôle, avec l'aide de Caroline Fiat, a été de rédiger un argumentaire pour montrer, chiffres à l'appui, que cela était faux. L'AME, c'est 0,5 % du budget de l'Assurance maladie, soit à peine 1 milliard sur 200. Casser les discours d'extrême droite passe par ce travail important de déconstruction, qui permet de fournir aux citoyen·nes des arguments pour débattre et convaincre. Enfin, et c'est notre troisième rôle, nous développons des formats d'éducation populaire. En décembre dernier, Laurence De Cock a organisé une conférence avec Grégory Chambat pour échanger sur le thème « l'extrême droite contre l'école publique ». Si je



devais parler de nos limites, elles sont aujourd'hui en termes de moyens humains et financiers pour fonctionner. Les membres de l'Observatoire sont tous très engagé·es, et je les remercie d'accepter d'accorder cet engagement à ce travail, mais je lance un appel à celles et ceux qui veulent travailler sur ces sujets. Rejoignez-nous !

✓ **ÉE : Au-delà de la diversité des personnalités politiques, syndicales qui vous rejoignent, comment comptez-vous intervenir dans le débat et les mobilisations à venir ?**

Comme vous le savez, dans la période, l'observatoire se doit de garder une neutralité politique car nous sommes composé·es de personnes engagées derrière plusieurs candidat·es. En revanche, nous avons une ligne claire, si un·e des candidat·es dérape, je parle y compris de la gauche, nous ne resterons pas silencieux·ses. Plusieurs de nos membres interviennent dans différents débats et mobilisations, et je pense particulièrement à mon ami Ugo Palheta qui mène un travail extraordinaire sur ces questions-là. Dans les prochaines semaines, nous allons dévoiler notre nouveau site internet, qui comportera pas mal de nouveaux éléments, aussi bien des notes argumentaires, mais également des éléments plus « factuels » qui pourront être diffusés sur les réseaux sociaux pour contrer la propagande de l'extrême droite, qui s'inscrit largement dans le mensonge.

Depuis notre création, nous participons à toutes les initiatives sur lesquelles nous sommes sollicité·es, et nous serons présent·es lors du meeting organisé par le collectif Stop Bolloré dont l'observatoire est membre.



PHOTO : D. R.

✓ **ÉE : Nouvellement créé, quelles sont votre spécificité, votre complémentarité et vos relations avec d'autres composantes de la lutte antifasciste ?**

Si nous avons fait le choix de créer cette structure, c'est que nous considérons qu'elle manquait dans cet espace de lutte contre l'extrême droite. En effet, à nos yeux, il n'existait plus de structure qui regroupait à la fois des syndicalistes, des responsables politiques, des chercheur·ses, des citoyen·nes ou même des journalistes. Je crois que notre spécificité s'incarne dans cette diversité et les différents angles sur lesquels nous travaillons. À la fois politiques, mais aussi scientifiques et de riposte numérique sur les réseaux sociaux. Nous agissons sur le temps long, essentiel à la réflexion, comme sur le temps très court pour mener une bataille instantanée.

Dès notre création, nous avons exprimé que nous n'étions pas là pour concurrencer les collectifs et structures existantes, je pense bien évidemment à Visa et aux collectifs antifascistes. Nous avons d'ailleurs récemment intégré dans notre conseil d'administration Raphaël Arnault, porte-parole de la Jeune Garde. Face au danger que représente l'extrême droite, je crois que toutes ces structures sont une véritable richesse, et que c'est ensemble, en menant un travail à la fois commun, mais aussi spécifique selon nos domaines d'interventions que nous pourrions faire reculer les idées fascistes. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR
SOPHIE ZAFARI



MENER UNE CAMPAGNE SYNDICALE CONTRE L'EXTRÊME DROITE

L'Ifop donnait en novembre dernier 28 % d'intentions de vote dans l'électorat populaire pour Marine Le Pen et 17 % pour Eric Zemmour, dont 38 % (regroupés) chez les employé-es et 53 % chez les ouvrier-ères.

Quand les intentions de vote (confirmées malheureusement par nombre d'élections depuis vingt ans) atteignent de tels sommets dans les couches sociales qu'il est censé représenter, et même si le vote d'extrême droite chez les syndiqué-es est nettement moindre (de l'ordre de 15 % en 2017), il est à la fois « naturel » et décisif que le mouvement syndical se questionne et s'engage dans la bataille contre l'extrême droite et ses idées.

On peut dire qu'il le fait depuis ses origines tant les thèmes portés traditionnellement par l'extrême droite sont en contradiction avec les valeurs du syndicalisme autour, notamment, des questions de solidarité entre salarié-es face aux politiques patronales. Mais il a rarement été confronté à un si haut niveau de « sympathie » chez les salarié-es pour des candidat-es et des idées d'exclusions, d'inégalités et de replis individuels... même si une Le Pen fait bien attention à lisser son discours en cherchant à lui donner un aspect social à la différence d'un Zemmour qui y va cash.

Les attaques successives du modèle social et l'accroissement des inégalités font le lit de ces idées. Des couches massives de la société subissent drastiquement les conséquences des politiques libérales et elles prêtent l'oreille aux sirènes du bouc émissaire visant notamment les immigré-es ou supposé-es « musulman-es ». Le développement du complotisme, notamment au cours de la crise sanitaire, favorise aussi la montée des idées de l'extrême droite, notamment l'antisémitisme. Le virage sécuritaire des gouvernements et la remise en cause des libertés concourent à légitimer et à banaliser les solutions autoritaires.

Le terrain premier de mobilisation du syndicalisme en direction des couches populaires et salarié-es est celui de la dénonciation et de la lutte contre toutes les politiques libérales. Oui, pour s'attaquer aux solutions d'extrême droite, les discréditer, il faut se mobiliser pour en finir avec les politiques

d'austérité et antisociales menées depuis ces trente dernières années car c'est notamment sur ce terreau (misère, chômage et précarité) que se construit depuis des dizaines d'années la montée de l'extrême droite. Pour reconstruire l'espoir dans le progrès social et stopper la montée de l'extrême droite, le syndicalisme doit mettre l'accent sur ses fondamentaux, notamment la solidarité internationale, la justice sociale et l'égalité des droits.

Déconstruire les idées d'extrême droite parmi les salarié-es

Ensuite, il faut être attentif-ves aux multiples formes d'apparitions et de propagation des idées fascistes dans les milieux populaires. Rompant avec la tradition de présence dans les syndicats « libres » pro patronaux, le FN avait cherché à créer ses propres syndicats à la fin des années 1990. Ceux-ci sont mort-nés par décision de justice. Des tentatives ont encore eu lieu pour les élections prud'homales de 2002. Puis, s'appuyant sur les enquêtes électorales donnant des scores d'extrême droite importants parmi les syndiqué-es de la CFTC, de FO et de la CGC, c'est vers un travail d'entrisme au sein des structures existantes que le FN s'oriente avec des prises de responsabilités de militant-es frontistes au sein de celles-ci. La prise de conscience du problème et du danger a été longue mais s'est finalement traduite par une mise à l'écart des cas les plus visibles (y compris à la CGT).

Dans le même temps, un travail d'élaboration d'argumentaires de fond a été entrepris pour « ouvrir les yeux » des salarié-es tenté-es par les discours de l'extrême droite. C'est un enjeu majeur pour le syndicalisme que d'impulser des initiatives visant la déconstruction des idées, des discours et la dénonciation des actions de l'extrême droite. En plus du travail fait par Visa, une partie de ce travail a été menée à partir de 2014, dans un cadre unitaire intersyndical CGT, FSU, Solidaires, UNL, Unef, FIDL, et a donné des expressions communes régulières, des initiatives de suivi des municipalités « frontistes », des formations communes, un livre *En finir avec les idées fausses propagées par l'extrême droite*.

Ce travail de veille, d'explication, de mobilisation est plus que jamais d'actualité à l'heure où de nouveaux groupuscules fascistes passent à l'action contre les initiatives antifascistes ou syndicales, posant la question de la défense de celles-ci. Et surtout au moment où l'on a une extrême droite à 35 % au premier tour. ●

LAURENT ZAPPI

UNIS
CONTRE l'extrême droite
POUR le progrès social
et l'égalité des droits

CGT
FSU
SOLIDAIRES
UNEF
UNL
FIDL



PHOTO: (SAMER AL-DOUNIY / AFP)

Enseignement agricole, laboratoire des contre-réformes

Le quinquennat Macron aura été marqué par des contre-réformes profondes pour l'enseignement et la formation professionnelle, associées aux noms de Blanquer et Pénicaud. L'enseignement agricole, sous la tutelle du ministère de l'Agriculture, s'est voulu depuis le début des années soixante à la pointe de l'innovation. Pour le meilleur parfois, mais de plus en plus pour le pire. Pire qui menace l'Éducation nationale ?

Le site internet Chlorofil, site officiel de l'Enseignement agricole (EA), proclame que « l'innovation pédagogique constitue un marqueur identitaire fort de l'enseignement agricole. » (<https://chlorofil.fr/innovation>)

On peut citer pêle-mêle quelques réformes structurantes, depuis les années 1960, période de création de l'enseignement agricole « moderne » : l'introduction d'une discipline telle que l'éducation socio-culturelle qui mériterait d'être élargie à l'ensemble du service public d'Éducation, la mise en place de la pluridisciplinarité ou de l'enseignement modulaire.

Une part de Contrôle en cours de formation (CCF), à ne pas confondre avec le contrôle continu, est introduite lors de la rénovation des diplômes de l'enseignement agricole dans les années 1980, avant son apparition dans le règlement général des diplômes de l'enseignement professionnel dépendant de l'Éducation nationale dans les années 1990 – mais contre rémunération, mesure qui, soulignons-le, n'a pas été reprise dans l'EA, Bercy s'y étant opposé au regard du nombre important de CCF dans les lycées agricoles et du coût que cela aurait engendré (sic).

Le ministère de l'Agriculture n'aura de cesse, par la suite, d'augmenter la part du CCF par rapport aux épreuves terminales : 80 % pour l'obtention du CAPA, 100 % pour celle du BEPA (diplôme supprimé en 2020), 60 % en Baccalauréat professionnel, 40 % pour celle du Baccalauréat technologique « sciences et technologies de l'agronomie et du vivant » (Stav)...

Les sujets de CCF sont élaborés par les enseignant-es de la classe concernée, qui corrigent les copies. Seul un « contrôle a posteriori » est réalisé par un-e collègue d'un autre établissement, président-e adjoint-e de jury...



Le Snetap-FSU s'est opposé au CCF, dès l'origine, considérant notamment qu'il met à mal le caractère national des diplômes et qu'il entraîne un alourdissement des tâches des enseignant-es.

Ce n'est qu'avec la réforme Blanquer, en 2018, que le CCF, sous une forme un peu différente, celle des épreuves communes de contrôle continu (E3C), finit par être étendu aux baccalauréats généraux et technologiques... pour finalement être abandonné de manière unilatérale par Blanquer lui-même au profit du contrôle continu, juste avant la rentrée 2021 et dans le contexte sanitaire que l'on connaît !

Et là, c'est Denormandie, le ministre de l'Agriculture, qui s'est révélé « suiviste » de Blanquer car la décision du ministre de l'EN a entraîné, d'un trait de plume, la disparition du CCF du bac Stav en vigueur depuis plus de trente ans ! Pour autant, le ministère de l'Agriculture, au

diapason de cette majorité pratiquant le « en même temps », ouvre la voie à la délivrance de BTS en 100 % CCF, cela dans une concomitance calendaire troublante.

Le BTSA obtenu à 100 % en CCF... ou l'instauration du diplôme d'école !

La loi Pénicaud du 5 septembre 2018 *Pour la liberté de choisir son avenir professionnel* (resic !) a modifié la composition des référentiels de diplôme de BTSA.

L'autre « innovation », spécifique à l'EA, concerne l'évaluation qui, désormais, pourra être faite au choix de l'établissement, par un vote en conseil d'administration, à 100 % en CCF ! Démarche instituée sous couvert d'expérimentation afin de se conformer prétendument aux exigences du cadre licence master doctorat (LDM) européen... Démarche pourtant sans

équivalent, pas plus chez Blanquer que chez Vidal... mais qui, nous dit-on, l'observeraient avec grand intérêt.

Le Snetap-FSU s'est immédiatement élevé contre ce dispositif, dit de « semestrialisation », pointant les dangers pour les étudiant-es, mais aussi pour les personnels. Par exemple, concernant le statut des enseignant-es, la Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) reconnaît que ce dispositif « va forcément entraîner une modularisation des emplois du temps des enseignants/formateurs », sous-entendu une annualisation des services. Seul hic : « Dans la mesure où il n'y a pas d'évolution du statut des enseignants, il a été décidé que la mise en place de la semestrialisation se fera sur la base du volontariat des établissements. Cela nécessitera de s'assurer de la faisabilité en interne. » ! Dérégulez, il en restera toujours quelque chose !

L'évaluation capacitaire, nouvelle doxa de l'inspection « zélée » de l'Enseignement agricole

Quand l'Éducation nationale continue de rédiger des « programmes du lycée professionnel (qui) définissent les connaissances essentielles et les méthodes que les élèves doivent acquérir pour préparer leur entrée dans la vie active ou poursuivre des études supérieures » (<https://www.education.gouv.fr/programmes-du-lycee-professionnel-9869>), les champion-nes des réformes de l'EA affirment par écrit : « il n'y a plus de programmes, il n'y a que des référentiels. »

L'évaluation capacitaire, qui guide toutes les réformes des diplômes de l'EA, du CAPA au BTS, a fait son entrée dans l'enseignement agricole en 2009, quand le bac professionnel est passé de quatre à trois ans, à partir de la « rénovation de la voie professionnelle ». Celle-ci s'est accompagnée de l'élaboration de référentiels professionnels, de formation et de certification.

Les principes retenus pour l'écriture des deux derniers s'appuient sur des blocs de compétences et un ensemble de capacités, dans la logique utilitariste du PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves), où le principal intérêt des connaissances et les compétences réside dans leur utilité et la satisfaction des besoins liée aux nécessités de la vie économique. D'où l'abandon d'une organisation des programmes d'enseignement autour de champs disciplinaires au profit d'une organisation articulée autour de domaines



Budget 2022 : rassemblement de l'enseignement agricole devant l'Assemblée nationale, 24 septembre 2021.

PHOTOS : D. R.



de compétences et de capacités.

Seuls des « documents d'accompagnement », sans valeur réglementaire, sans valeur autre qu'indicative, orientent les contenus à enseigner.

Cette approche de l'évaluation est de plus synonyme d'un alourdissement certain des tâches des enseignant-es, le tout sans moyens supplémentaires. La « foire aux questions » consacrée à l'accompagnement de la réforme des BTS par la DGER le reconnaît d'ailleurs sans difficulté : « le référentiel de diplôme, dans sa globalité, constitue le cadre national auquel tous les acteurs de la formation doivent se conformer. Il précise les capacités visées ainsi que les critères d'évaluation. Il est complété par une note de service précisant les modalités d'évaluation. Cela laisse néanmoins aux établissements une large part d'autonomie dans la construction de la formation et de l'évaluation, ce qui doit mobiliser l'ensemble de l'équipe éducative dans une ingénierie pédagogique collective » !

Mais la multiplication des réformes entraîne une dispersion des moyens alloués à la formation continue des personnels. C'est pourtant là que devraient se réfléchir et s'analyser des pratiques pour les faire évoluer sur la base de prescriptions claires et assumées.

La DGER a mené en 2021-2022, sans avoir même fait un bilan de la précédente, une réforme à marche forcée du baccalauréat professionnel, mettant la charrue (classes de première et terminale) avant les bœufs (classe de seconde), multipliant les heures non affectées à des disciplines, notamment en dérégulant complètement la pluridisciplinarité... Elle s'est heurtée à une intersyndicale large menée par la FSU (et sans la CFDT) qui bataille pied à pied contre cette réforme mal ficelée, marquée par une incohérence manifeste entre le tronc commun rénové et des modules professionnels restés inchangés.

Le ministre Denormandie a fini par concéder début février 2022 que la réforme de la classe de première ne soit pas mise en œuvre en 2022, en même temps que celle de la seconde... Pour autant, la réforme reste en l'état inacceptable et le combat continue !

Si, face à la vague réformatrice de l'OCDE, à l'origine de Pisa, qui s'est développée dans les pays anglo-saxons selon les principes du New Public Management, la France pouvait apparaître « comme en retrait », force est de constater que l'enseignement agricole s'est hâté de rattraper ce « retard », avec une accélération suite à l'élection d'Emmanuel Macron en 2017. Fin février 2022, la sous-directrice des politiques de formation et d'éducation au sein de la DGER du ministère de l'Agriculture, en poste depuis 2017, a été nommée sous-directrice des lycées et de la formation professionnelle au MEN... Nul doute qu'elle y arrive, forte de son bagage de « réformatrice » ! ●

OLIVIER GAUTIÉ
(SNETAP-FSU)

Bac Blanquer,

Inspiré de plusieurs rapports, l'Inspection générale en 2011, Terra Nova en 2016, Mathiot en 2017, le nouveau bac est né en 2020/2021 pour accompagner le « nouveau » lycée, organisé en tronc commun et spécialités. La volonté affichée était de « simplifier » et « éviter le bachotage » en remplaçant l'essentiel des épreuves terminales par des épreuves tout au long des années de première et terminale. Tout sauf plus simple, le « nouveau » baccalauréat engendre plus de problèmes qu'il n'apporte de solutions. Baccalauréat local, « maison », voici un aperçu des difficultés qu'il génère.

En première, les fameuses épreuves communes de contrôle continu (E3C) évaluaient, à deux reprises, les enseignements de tronc commun et la spécialité abandonnée ; en terminale, à nouveau les E3C, une seule fois, puis les épreuves pour les deux spécialités. Enfin, des épreuves finales en juin : français en première ; philosophie et grand oral en terminale.

Résultat : une mise sous pression permanente des élèves qui n'avaient pas le temps d'assimiler méthodes et connaissances de nouveaux programmes exigeants et difficiles, une organisation complexe, un travail d'évaluation alourdi et incessant pour les professeur-es.

Les mobilisations importantes des élèves et des enseignant-es, suivies des années Covid, ont mis à mal cette belle organisation : les épreuves communes ont été supprimées.

Une attestation de langues vivantes avait été ajoutée en 2021-2022 puis supprimée à cause du Covid. Elle consiste finalement en épreuves écrites et orales locales, organisées en avril-mai pour valider un niveau de langue dans les compétences du CECRL (Cadre européen commun de référence des langues). Outre la surcharge de travail, elle officialisera ce type d'attestations que nous refusons.

La certification PIX (*Performance Investigator for Xbox*) s'ajoute à la précédente et se passe en terminale. Elle valide seize compétences informatiques relevant également d'un cadre européen. Une épreuve très inégalitaire : les élèves la préparent seul-es ! Tout repose donc sur leur travail personnel, leur équipement informatique et l'aide qu'ils peuvent avoir à domicile.

En résulte également un accroissement insupportable de la charge de travail des

professeur-es, notamment principales et principaux car iels sont supposé-es suivre ce travail individuel dans toutes les classes, tout comme iels doivent préparer l'orientation, en lien avec Parcoursup, et ce, dès la seconde.

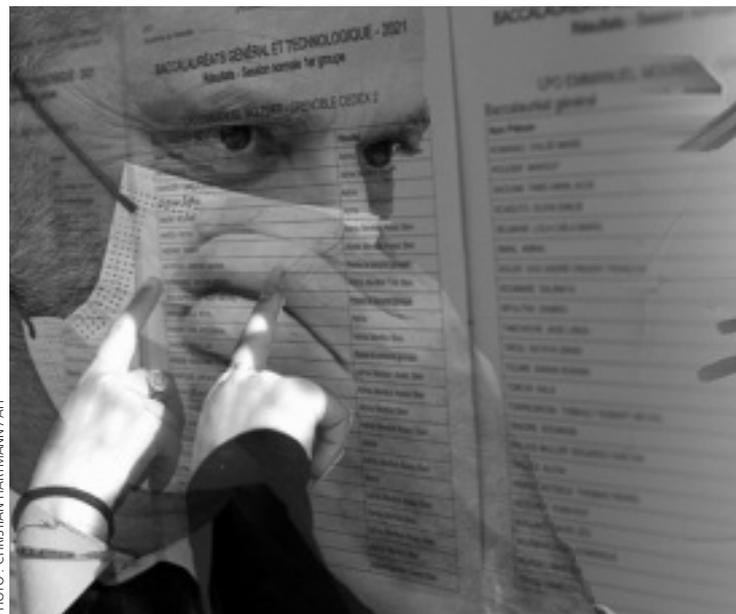
Un bac toujours plus inégalitaire

Les épreuves finales, elles, n'ont pas changé. Le grand oral, épreuve phare du « nouveau » bac, s'est tenu pour la première fois en juin 2021, donnant lieu à de nombreux dysfonctionnements dans les convocations de jurys, leur composition, la notation. Surtout, cette épreuve n'est de fait préparée que quelques semaines en terminale, la pratique régulière de l'oral étant impossible en raison de la lourdeur des effectifs et des programmes. La préparation au grand oral a ainsi fleuri dans les officines privées renforçant le caractère socialement discriminant de cette épreuve !



PHOTO : F.D. R.

PHOTO : CHRISTIAN HARTMANN / AFP



Le résultat est un bac local, inégalitaire car sa valeur tient plus à la réputation du lycée qu'aux résultats réels des élèves. Articulé à Parcoursup et à une orientation précoce, il aggrave les inégalités scolaires, sociales et de genre. Plateforme fonctionnant de manière totalement opaque puisque les algorithmes n'en sont pas connus, Parcoursup classe les élèves selon leurs résultats, leur profil et leur origine géographique afin de déterminer s'ils sont capables de suivre les formations demandées. C'est la sélection généralisée, qui permet de masquer les problèmes de capacités d'accueil du supérieur.

Chaque année, des dizaines de milliers de jeunes bachelier-es restent sur le carreau, sans formation leur convenant. Il s'agit notamment de titulaires d'un bac technologique, de jeunes habitant-es de la région parisienne. Bref, le tri social dans toute sa splendeur !

Surtout, ce nouveau bac coûte moins cher car les corrections des épreuves ou attestations de langue vivante sont locales et non payées (ou de manière exceptionnelle). Et la dématérialisation des copies, avec la correction numérique, évite les déplacements de copies et de correcteurs, ce qui réduit les coûts aussi.

Contrôle continu : la pression à tous les étages

Le bac Blanquer repose donc sur un principe fondamental : le contrôle continu inéquitable et la fin du bac national.

Ce contrôle continu renforce le caractère local du diplôme et induit de fait une

où en est-on ?



évaluation permanente, un bachotage continu, où le temps laissé aux apprentissages et à l'exercice a été bouleversé.

Cette situation provoque du stress et de la souffrance pour les professeur-es comme pour les élèves puisque chaque note compte dans le contrôle continu et donc pour l'obtention du bac. Il n'y a presque plus d'évaluation formative : chaque évaluation est source d'angoisse chez les élèves et induit des manœuvres d'évitement de la part de certain-es. D'ailleurs, les troubles anxieux scolaires sont en hausse : ils sont générés par la crise sanitaire et les confinements mais aussi par la pression mise sur la réussite et les résultats scolaires. Même le ministère s'en inquiète puisqu'il a lancé à l'automne dernier une enquête auprès des académies pour évaluer le phénomène.

Les professeur-es sont aussi soumis-es à la pression. Pression des familles ou des chef-fes d'établissement qui attendent des résultats de la part des enseignant-es. Pressions continues des élèves et de leurs familles pour refaire un contrôle, obtenir une autre note, améliorer la moyenne... Ce contrôle continu modifie donc aussi les relations familles-enseignant-es. La note est devenue l'alpha et

l'oméga des relations entre les professeur-es, les élèves et leurs familles. Le processus d'apprentissage avec le droit à l'erreur, le développement de l'esprit critique, la réflexion sur le monde, tous ces aspects sont passés au second plan.

Inégalités locales et contrôle de l'évaluation

Devant la multiplication des critiques des inégalités engendrées par le caractère local de son bac, Blanquer a répondu par un arrêté et un décret le 27 juillet 2021 pour « conforter l'égalité de traitement des élèves » et « harmoniser les pratiques d'évaluation » dans le cycle terminal (première et terminale). Les lycées sont ainsi tenus de mettre en place un projet local d'évaluation (PLE) présentant les conditions d'évaluation aux familles.

À lire le *Guide de l'Évaluation* produit par l'Inspection générale en septembre 2021, le risque était grand de voir ainsi naître un carcan avec des indicateurs normés, un nombre précis d'évaluations, un type d'évaluation. Un outil idéal pour contrôler en continu l'activité dans la classe, comparer les pratiques des un-es et des autres et mettre les personnels au pas !

Même s'il est difficile de savoir ce qu'a donné ce projet d'évaluation partout, puisqu'il est local, il semble que les enseignant-es ne soient pas tombé-es dans le piège tendu, malgré la pression des inspecteur-trices et des directions de lycée, et aient ici refusé d'écrire ce texte, ou réduit à la portion congrue ce qu'on y trouve. Et globalement, iels ont évité qu'y

figurent des indications trop précises. Ce qui était le sens des consignes et textes d'accompagnement produits par le Snes-FSU.

Mais, la liberté pédagogique des enseignant-es a subi une nouvelle attaque. Le formatage de l'évaluation comme de l'enseignement est plus que jamais au cœur des injonctions hiérarchiques.

Le PLE est censé aussi prévoir les modalités de rattrapage des évaluations pour les élèves : comme toute note est susceptible de compter désormais, pas question que des élèves soient absent-es à des devoirs. Aux enseignant-es d'organiser ces rattrapages, avec le travail supplémentaire que cela suppose. La surveillance, elle, incombe souvent à des personnels de vie scolaire déjà bien débordés car en effectif insuffisant.

Une convocation officielle est même prévue par les textes pour les élèves absentéistes qui n'auraient pas de note.

De nouvelles usines à gaz dans des lycées où les personnels croulent déjà sous de multiples sortes de travail et d'injonctions.

Il est temps que nous reprenions la main ! Temps que nous puissions travailler avec nos élèves sans la pression continue de l'évaluation, que nous puissions réfléchir aux sens mêmes de l'évaluation.

Cela suppose à minima la fin du bac Blanquer ! Et un retour à un bac repensé et composé d'épreuves terminales et nationales, garant de plus d'équité sur l'ensemble du territoire. ●

ROZENN CROS, GUILAINE DE SAN MATEO
ET JULIE SCHMITT

L'état de l'école, l'état de ses métiers

La réussite de la grève du 13 janvier, dont l'analyse selon un angle plus syndical est traité dans ce numéro, a marqué les esprits par le niveau de mobilisation atteint dans un délai très réduit. Elle renseigne sur l'état des métiers qui font l'école. Blanquer a amené au-delà du supportable l'écart entre les métiers tels qu'ils se vivent et l'école telle qu'elle est racontée. Et le débat des présidentielles n'incite pas à l'optimisme.

« Une école ouverte avec des conditions sanitaires adaptées ! Dès ce lundi 3 janvier, de nouvelles règles d'isolement et de dépistage s'appliqueront. Ces évolutions visent à assurer la protection des élèves et des personnels. » tel est le tweet de Jean-Michel Blanquer, dimanche 2 janvier, veille d'une reprise marquée par une circulation importante, particulièrement chez les plus jeunes, du variant Omicron.

Aucun des mots de ce message ne correspond à la réalité des écoles. Depuis plusieurs semaines, la nouvelle vague de contaminations déstabilise le fonctionnement des établissements scolaires. C'est une scolarisation en pointillé pour nombre d'élèves, du fait des situations de cas contacts ou des absences des personnels non remplacés. L'absence d'anticipation de l'impact de la pandémie rend impossible la projection des élèves et des personnels dans les échéances à venir, en particulier les examens. D'un jour sur l'autre, les élèves ne sont pas les mêmes, empêchant toute organisation de la progression des apprentissages. Assénée

comme un mantra par le ministre, « l'école ouverte » n'évoque rien de l'école, mis à part ses portes. Car une fois le seuil franchi, il n'y a rien pour garantir la fonction des établissements scolaires qui est de permettre aux personnels d'y exercer leur métier pour que les élèves apprennent.

Ce déni du réel par le ministre n'est pas sans rappeler les débuts de la pandémie, lorsqu'au premier confinement, il affirmait que « tout était prêt » pour le maintien de la « continuité pédagogique », les infrastructures « dimensionnées en conséquence ». Il fallait juste que personne ne s'y connecte.

Deux ans de métiers entravés

À refuser de traiter des besoins des écoles pendant cette période, Blanquer a mis le système scolaire entre parenthèses. Le seul critère jugé pertinent pour mesurer l'efficacité de ses choix a été le nombre de jours moins importants de fermeture des établissements scolaires comparativement aux autres pays. Par contre, ce qui s'y passait n'a pas eu voix au chapitre. Comme ce qui ne s'y passait plus.

Distanciel sans moyen, retour en présentiel à la carte, absences non remplacées, demi-classes... Le temps où l'école pouvait remplir sa fonction a été considérablement réduit, sans qu'aucune mesure ne vienne soutenir l'action des personnels ni aménager la situation pour que soit garanti à toutes et tous le même droit à l'éducation. L'engagement des personnels a non seulement été invisibilisé pour la grande majorité, mais a fait aussi l'objet d'une inégale reconnaissance quand par exemple seul-es les directeurs et directrices d'école ont eu droit à une prime.

Pendant toute cette période, les personnels de l'éducation nationale n'ont pas pu exercer réellement leur métier. Et le ministre n'en a eu cure.

Les conséquences en sont plus de deux ans d'apprentissages entravés où les inégalités ont été exacerbées, des collectifs apprenants abimés où les habitudes de travail nécessaires à des apprentissages efficaces sont à reconstruire, des personnels épuisés. Et le ministre ne s'en préoccupe pas davantage. Preuve en est l'absence





PHOTO: RICHARD SCHITTY / LE MONDE

de moyens pour traiter les conséquences pédagogiques de cette crise, qui vont peser durablement sur le système scolaire et de façon socialement inégale sur les parcours des élèves.

Une plus longue histoire

La crise sanitaire a mis en lumière d'une façon plus crue ce qu'Yves Clot appelle l'absence de traitement des conflits sur les critères du travail bien fait. C'est une question syndicalement importante car c'est par ce biais que s'imbrique dans les pratiques professionnelles, dans le métier tel qu'il se fait et tel qu'il se raconte, le conflit entre projets de politiques scolaires divergents.

Depuis plus de vingt ans, les politiques libérales ont conduit à renforcer le curriculum caché de l'enseignement que constitue le travail de sélection sociale opéré par l'école. Le renforcement des dispositifs individualisant les parcours et les apprentissages fonctionne comme moyen de ségréguer les devenirs scolaires tout comme la réduction des ambitions scolaires pour une partie des élèves, que cela soit par le socle commun des années 2000 ou les « fondamentaux » de Blanquer. La filiarisation hiérarchisée du système scolaire (dont les trois voies du lycée) a été renforcée par le lycée modulaire et Parcoursup. Et c'est sous couvert de l'affirmation d'une lutte contre les inégalités, d'une égalité des chances qui veut être comprise comme égalité réelle, que ces politiques ont conduit à l'exacerbation des inégalités scolaires et du poids des déterminismes sociaux dans la réussite scolaire.

Or, les métiers de l'enseignement persistent à refuser d'être les métiers de



la transposition dans le champ scolaire de la ségrégation sociale. L'objectif de réussite de toutes et tous reste l'étalon auquel ils se confrontent. C'est à l'aune de cet objectif qu'ils réclament des moyens supplémentaires, de la formation, du temps, de la liberté dans la détermination de leurs pratiques... Ces exigences sont fondées par un travail bien fait, entendu comme permettant la réussite des élèves. Évoquées ici de façon trop générale, elles sont en fait très concrètes et identifiées. « J'ai besoin des manuels que j'ai choisis, d'un effectif de x élèves, de moyens pour tel ou tel projet, d'un Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (Rased) pour s'occuper de tel et tel élève, de temps et de formation pour faire évoluer mes pratiques dans tel champ disciplinaire... Ce sont ces conditions concrètes qui me permettront de faire mon métier en fonction des critères du travail bien fait de ma profession. Et je suis légitime à les exprimer car,

expérimentant quotidiennement le réel du travail, je suis à une place privilégiée pour en identifier les exigences. »

Le refus par l'institution d'accepter la légitimité des exigences produites par la place qu'occupent les professionnel·les vis-à-vis du réel du métier est d'une violence extrême. Ce refus a une fonction, permettre le déploiement de politiques de creusement des inégalités, et elle a un coût que payent tant les élèves des classes populaires que les agent·es du service public d'éducation. Mais que payent aussi les métiers. Car à trop nier ces conflits sur les critères du travail bien fait, on peut arriver à ce qu'une profession entière quitte le métier pour un autre. En gros renoncer à l'idée que l'École doit être au service des groupes sociaux qui ont le plus besoin d'elle.

Un avenir inquiétant

De Macron à Zemmour, les candidat·es de droite et d'extrême droite ont donné des pistes de leur programme pour l'École qui se situent pour la plupart en continuité avec la politique éducative menée par Jean-Michel Blanquer : poursuite du resserrement sur les fondamentaux, modification de la structuration du système scolaire avec notamment la remise en cause du collège unique, affirmation d'une politique encore plus libérale de gestion des personnels et mise en avant de réponses de type autoritaire pour une partie des élèves. Convoquant un imaginaire scolaire faisant du passé un âge d'or perdu, ou du paradigme individualiste libéral l'expression d'un traitement juste des personnes en tant qu'elles reçoivent ce qu'elles méritent, ces discours continuent à nier le réel de l'école et des métiers.

Le syndicalisme se doit de faire du traitement des conflits sur les critères du travail bien fait un des éléments centraux de son activité. On l'a vu, ces questions sont un des sujets où s'opposent les projets divergents pour l'école. Elles touchent à l'intime professionnel comme au commun d'une profession. Elles sont un ressort d'entrées en mobilisation comme la raison d'un renoncement au métier quand elles ne sont pas traitées.

De nouveaux 13 janvier seront nécessaires, tant pour les métiers que pour le devenir du service public d'éducation. ●

ADRIEN MARTINEZ

8 mars 2022, une déferlante de colères

Plusieurs dizaines de milliers de manifestant·es (dont 35 000 à Paris) ont répondu à l'appel d'une soixantaine d'organisations à la *Grève féministe* et à participer aux mobilisations le 8 mars pour la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes. Une constante dans toutes les mobilisations, la volonté d'en finir avec les discours et la revendication de l'égalité partout et maintenant ! Voilà quelques exemples des mobilisations qui ont eu lieu partout en France.

Agen, le 8 mars était organisé par un collectif, dont la FSU est à l'origine, formé de syndicats (CGT, Solidaires et Unsa), d'associations féministes (le Planning familial et la Méche) et de chorales féministes locales. Aides était également présente, une première qui nous a réjoui·es.

Un rassemblement, à partir de 15h40, a rassemblé 200 personnes environ... Un succès ! Prises de paroles, lectures, chansons et musique ont animé ce moment placé sous le signe de « fini le blabla » et de la dénonciation de toutes les inégalités, discriminations et violences dont les femmes souffrent. Mais contre lesquelles elles se lèvent, comme le dit le refrain de *L'Hymne des Femmes*, qui a particulièrement plu aux lycéennes présentes. Car, pour la deuxième année consécutive, comme pour le 20 novembre, la présence de nombreuses jeunes était notable. Jeunes pour qu'elles mots féminisme, patriarcat ne sont pas des gros mots !

De quoi nous donner confiance pour l'avenir de nos combats féministes.

Guilaine De San Mateo

À Montpellier, c'est le collectif inter-orga féministes qui, à l'initiative de l'intersyndicale FSU/ Solidaires/CGT, a organisé la journée du 8 mars. Nous avons décidé cette année de construire la grève et de faire donc une manif en journée.

À 14h, à la Maison des syndicats, une AG de grévistes a réuni plus de 50 femmes, qui ont débattu notamment des questions de précarité, en particulier des « invisibles » qui sont essentielles.

À 15h40, la manifestation est partie de la place Zeus. Après lecture du texte d'appel national à plusieurs voix, 1200 personnes, dont beaucoup de jeunes, ont défilé dans un cortège très coloré et très vivant. Pour une manif en pleine journée, c'est un beau succès ! Le cortège a fait une halte à la préfecture, pour une intervention du collectif du secteur social en lutte sur la précarité. Il était prévu aussi une prise de parole de femmes ukrainiennes, qui n'étaient finalement pas là.

À 18h, un rassemblement s'est tenu place de la Comédie. Après une nouvelle lecture de l'appel et des prises de parole



diverses, la chorale *Queer* a chanté contre le patriarcat et les normes de genre, puis une batucada, la Battante, a ambienté la place jusqu'à 19h.

Delphine Petit

À l'occasion de ce 8 mars, à Bordeaux, l'Assemblée générale féministe qui regroupe des associations, syndicats (FSU, Solidaires) et féministes a travaillé au rassemblement avec l'intersyndicale et le collectif bordelais pour les droits des femmes.

Un cortège d'un millier de personnes, très jeune, dynamique, festif, aux revendications tournées vers la solidarité internationale et contre les discriminations. Du côté de l'intersyndicale, faible mobilisation, à côté d'un noyau FSU dynamique qui avait diffusé en amont dans la profession des capsules vidéo de militant·es « je grève parce que... »

À la fin de la manifestation, à l'appel de l'AG féministe, plus d'une centaine de personnes ont débattu en amphithéâtre des violences sexistes et sexuelles à l'université venant des profs et entre élèves, de l'urgence de lutter contre les stéréotypes sexistes à l'école, du danger que représente l'extrême droite pour les femmes. Des Afghanes ont témoigné de leur quotidien depuis l'arrivée des Talibans, les Kurdes de leur lutte, les Iraniennes de l'emprisonnement des activistes.

Tout le monde s'est donné rendez-vous pour de nouvelles actions et de nouveaux débats.

Laurence Laborde

Environ 300 personnes, dont beaucoup de jeunes, ont manifesté à Poitiers mardi 8 mars après-midi. Elles répondaient à l'appel du Collectif 8 mars local qui rassemble des organisations syndicales, politiques et associatives (FSU, CGT, Sud éducatif, Sud Santé Sociaux, EELV, NPA, Ensemble !, PCF, MJCF, LFI, Planning Familial, Soror). Si la présence de salarié·es grévistes était minoritaire dans le cortège, l'appel à la grève de l'intersyndicale FSU-CGT-Solidaires n'a aucunement été remis en question. C'était une première dans le département, et toutes et tous s'en sont félicités.

Après avoir évacué trois jeunes gens identifiés comme étant de la Génération Z, le cortège, tonique, a défilé tout en chansons et en slogans : « Sous payées, méprisées, maltraitées, assez, assez, assez d cette société », « Et la rue elle est à qui ? Elle est à nous », « Pénis partout, justice nulle part », « So-so-solidarité, avec les femmes du monde entier », « Et qu'est-ce qu'on veut ? L'égalité ! Quand ça ? Maintenant ! »... Sourire aux lèvres, sororité, gravité aussi au moment de la suspension de la manifestation à 15h40 pour une intervention syndicale, ou des prises de paroles de fin de manifestation.

La journée s'est terminée par la projection de *Debout les Femmes* devant une salle pleine.

À noter l'annulation par la présidence de l'Université de l'AG des étudiant·es prévue sur le campus sous prétexte d'entrée en période électorale... ●

Valérie Soumaille



Nous Présidentes, une campagne, des féministes toujours mobilisées

En 2017, le Collectif national pour les droits des femmes a porté une campagne présidentielle unitaire : **Nous Présidentes. Pourquoi Nous ?** Parce que les luttes sont collectives. Pourquoi présidentes, parce que si les féministes présidaient... elles changeraient la vie entière !

Depuis la dernière élection présidentielle, le paysage politique a changé. *MeToo* et les mobilisations internationales et nationales sur les violences faites aux femmes ont permis de faire entendre des voix qui ne se sont jamais tues. Pourtant, peu d'avancées au niveau des droits des femmes, les inégalités salariales demeurent, les violences ne diminuent pas, les femmes sont toujours les plus touchées par la précarité etc. Au-delà de la dénonciation, c'est un projet politique complet qui est décliné par les organisations qui se mobilisent de façon unitaire sur les violences, les retraites, les salaires, le 25 novembre, le 8 mars et tous les autres jours, dans toutes les luttes sociales... Le projet **Nous Présidentes** reste d'actualité en 2022.

Un projet féministe lutte de classes

« Un projet féministe lutte de classes, c'est un projet de société global qui touche toutes les sphères de nos vies, ici et ailleurs. Il parle du travail, des services publics, du droit à l'avortement, du droit des femmes à disposer



PHOTO : D. R.

de leur corps, de solidarité internationale, de l'école, des enfants, de la répartition des richesses, du racisme nauséabond qui s'exprime chaque jour, du refus radical d'un ordre moral qui n'a d'ordre que le nom tellement il fusille la solidarité. »

Des revendications sur tous ces aspects sont déclinées en huit champs : la solidarité internationale et avec les femmes migrantes, le travail, les violences, le droit à disposer de son corps, une école émancipatrice, la lutte contre l'extrême droite et les idées d'extrême droite, les familles, les services publics. Notre projet syndical de transformation sociale ne peut que s'y reconnaître.

Un projet contre l'extrême droite

Le privé est politique et la campagne le clame haut et fort. Les revendications s'attachent à prendre en compte tout ce qui fait perdurer les inégalités et les violences faites aux femmes.

Face aux projets libéraux, réactionnaires, racistes, aux politiques libérales, un projet qui intègre la question du patriarcat et de la domination masculine est plus que nécessaire.

L'instrumentalisation et la banalisation de discours racistes, misogynes, les mouvements masculinistes et rétrogrades font progresser l'extrême droite et les violences. Celles-ci touchent particulièrement les femmes, d'autant plus que resurgit un ordre moral porteur de stéréotypes concernant le rôle et la place des femmes dans la société et la famille.

Le Rassemblement national, le mouvement Reconquête et la Manif pour tous servent un pseudo-discours pro droits des femmes pour défendre un modèle passéiste de famille hétérosexuelle.

S'ancrer dans les luttes et les revendications

Les revendications sont issues des discussions de 2011 et de toutes les luttes, des salariées, des centres IVG, des sans-papiers, des mouvements contre les violences faites aux femmes, des luttes contre les LGBT-phobies, antiracistes, celles des services publics.

Et comme le 8 mars, c'est toute l'année, ces revendications ne s'arrêteront pas aux portes de la présidentielle, nous les porterons au quotidien. ●

AMANDINE CORMIER,
INGRID DARROMAN

NOUS PRÉSIDENTES, C'EST (NOTAMMENT) :

- ✓ 32h pour toutes et tous
- ✓ Une loi-cadre globale contre les violences faites aux femmes
- ✓ Des tribunaux dédiés aux violences sexistes et sexuelles
- ✓ Des séances d'éducation à la vie affective et sexuelle, à l'égalité filles-garçons, obligatoires à tous les niveaux de la scolarité
- ✓ La régularisation de tout-es les sans-papiers
- ✓ La fermeture des centres de rétention administrative (CRA)
- ✓ Un statut autonome pour les femmes migrantes : l'obtention d'une carte de dix ans individuelle, non susceptible d'être remise en cause en cas de rupture conjugale et permettant de travailler
- ✓ L'allongement des délais d'IVG sur la législation la plus favorable dans l'Union européenne (22 semaines aux Pays Bas)
- ✓ Des centres de planification et d'éducation familiale et des centres d'interruption volontaire de grossesse (CIVG) dans tous les hôpitaux publics
- ✓ La création d'un service public de la dépendance
- ✓ L'individualisation de l'impôt et la constitution des droits sociaux propres
- ✓ La résorption immédiate de la précarité dans la fonction publique

Pour suivre la campagne sur les réseaux sociaux : www.nouspresidentes.f
Twitter : [coldroitsfemmes](https://twitter.com/coldroitsfemmes)
Instagram : [NousPrésidentes](https://www.instagram.com/nouspresidentes)

Récit d'une lutte ouvrière actuelle

Dans son précédent livre *Des châteaux qui brûlent* paru en 2017, Arno Bertina était déjà allé à la rencontre du monde ouvrier puisqu'il y racontait l'histoire fictive de la séquestration d'un patron par ses employé-es. Son dernier livre délaisse la fiction pour le récit de sa rencontre avec les salarié-es en lutte d'une usine de composants pour l'industrie automobile d'une petite ville de la Creuse avec laquelle il a des liens, La Souterraine.

Une ambition de démythification

On les appelle souvent les « GM&S », d'un des derniers noms du site industriel qui en connut beaucoup d'autres au fil des multiples reprises et rachats. « *Quelle valeur ont les choses qu'on peut saisir par différents noms indifféremment ?* » s'interroge à juste titre Arno Bertina. L'impossibilité ainsi établie de nommer durablement un lieu de production signifie déjà sa dévaluation irrémédiable. Le langage est un enjeu et il est dans la nature du capitalisme de chercher à ce que « ses forfaits deviennent impossibles à désigner ».

Le livre répond à une ambition de démythification nécessaire dès lors que des licenciements sont annoncés au nom de la « sauvegarde de l'emploi ». À la fin du livre, l'auteur se livre à l'analyse minutieuse du discours de la préfète du département aux obsèques de Yann Augras, principal animateur de la lutte et militant CGT de l'usine, qui vient de trouver une mort prématurée dans un accident et à qui le livre est dédié. Par une habile rhétorique, la représentante de l'État prétend contre toute évidence avoir partagé quelque chose de son



combat pour la justice. Non vraiment, il ne faut pas laisser la description du monde à ceux qui nous dirigent.

Injustice et mépris de classe

Dans la réalité, minutieusement relatée, les GM&S se sont heurté-es au mépris de la plupart des responsables qu'ils cherchaient à interpeller face à la menace de la fermeture du site. Arno Bertina laisse une grande place à leur histoire individuelle, une histoire de gens fier-es de leur travail et de leur savoir-faire, amers face à « la violence qui leur est faite ».

Car l'usine a été victime d'une succession de patrons-voyous qui ont empêché les aides de l'État tout en se livrant à un pillage méthodique, tirant le maximum de bénéfices, y compris sous forme de loyers et évitant soigneusement d'investir en quoi que ce soit.

Dénonçant cette véritable escroquerie, les ouvrier-es mènent une lutte toute en finesse, faite d'actions plus ou moins spectaculaires, attirant l'attention des médias, s'imposant face aux décideurs politiques et ne récoltant principalement que cynisme et mépris.

Le livre est un hommage à l'intelligence collective de ces hommes et femmes à la fois tenaces et résigné-es qui ont su mener une lutte exemplaire tout en réfléchissant aux processus de prédation patronale dont ils et elles ont été victimes. Une proposition de loi visant à responsabiliser les entreprises donneuses d'ordre face aux sous-traitants a même été rédigée par deux d'entre elles et eux.

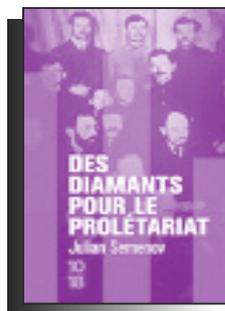
Après la sortie du livre, 57 salarié-es ont réussi à obtenir l'indemnisation de leur licenciement jugé illégal. ●

STÉPHANE MOULAIN

➤ Arno Bertina, *Ceux qui trop supportent*, Collection Verticales, Gallimard, 2021, 19 euros.

Roman d'espionnage historique

Julian Semenov (1931-1993), auteur de *La Taupe rouge* (1968), était un écrivain célèbre en URSS. Sans doute moins dans la Fédération de Russie, en raison des réécritures poutiniennes de l'histoire. Il fait œuvre à la fois de romancier et d'historien. *Des diamants pour le prolétariat*, qui se déroule en 1921 – l'URSS est toute neuve –, semble être le premier opus d'une série qui couvrira toute l'histoire de cette formation politique et sociale via l'espionnage. En avril 1921, la Tchéka charge un jeune agent, Maxime Issaïev – héros récurrent de l'auteur – de récupérer des diamants des possédant-es, qui alimentent les trafics pour financer la jeune République des soviets. Il infiltre le milieu des trafiquant-es, croise des tueur-es des voleur-es, tout autant que des révolutionnaires, de faux journalistes et de vrai-es agent-es secret-es... Des aventures étranges dans des milieux qui ne le sont pas moins avec un objectif : servir le nouveau pouvoir. Tous les coups sont permis, toutes les trahisons. Difficile de déterminer qui est l'ennemi ou l'ami. Tout est flou, sauf la mission. L'écriture ne prend pas parti, refuse l'empathie pour dessiner le contexte. Le style fait penser à un rapport de police et oblige



à une attention de tous les instants comme dans les premiers romans de John Le Carré. Maxime, confronté à sa première infiltration, fait son apprentissage. Des erreurs pourraient le conduire directement à la mort.

Face à tous les mensonges, l'auteur multiplie les notes qui permettent de se rendre compte des crimes de Staline décimant les rangs des révolutionnaires lors des procès de 1937, notamment. Une grande leçon.

Actuelle. Poutine parle de « l'erreur de Lénine » concernant l'Ukraine, Semenov, par-delà la mort, lui fait la leçon. Qu'on ne s'y trompe pas : c'est d'abord un grand roman. Un auteur qu'il faut découvrir. ●

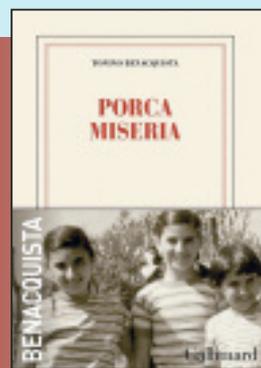
NICOLAS BÉNIÈS

➤ Julian Semenov, *Des diamants pour le prolétariat*, trad. Monique Slodzian, 10/18, 2021, 9 euros.

Une fausse-vraie autobiographie

Tonino Benacquista a voulu – en guise de thérapie ? – se replonger dans son environnement pour comprendre le mouvement qui l’a porté vers l’écriture, vers la fiction pour raconter des vies, des rencontres, des revanches, des utopies en même temps que les réalités, lesquelles ne s’échappent pas facilement. Comment faire ? Comment s’écrit une autobiographie ? Question redoutable. Qu’il contourne par un procédé qui ne manque ni de panache ni de duplicité. Il fait surgir son père, sa mère, son frère, ses sœurs dans des saynètes qui pourraient servir de base à des sketches pour faire rire, sourire tout en suscitant l’empathie et l’émotion. Pourtant il ne semble rien cacher, se paye même le luxe de montrer, à la fin, les « réalités alternatives », les uchronies à partir des éléments fournis dans la première partie. Comme un léger déplacement possible qui change tout. Un bel exercice pour montrer le pouvoir de la littérature, de l’imagination.

Porca Miseria est le titre qu’il a choisi, lui qui est habitué au jeu sur les mots, pour aborder sa famille italienne. Lui qui est né en France, de culture française en conservant la mémoire d’une Italie quasi mythique liée



à la découverte des « westerns spaghetti », partie prenante du patrimoine de toute une génération. Se dessine, au-delà des souvenirs, le parcours d’un jeune garçon en décalage continu avec la réalité qui ne veut ni lire ni apprendre mais écrire. Sa chance : l’école de l’après-68 qui fait la part belle à la créativité personnelle de l’élève. Il n’est pas rejeté mais accompagné. De ce fait, il s’approprie les codes, les références collectives de sa génération sans même s’en apercevoir. Le « rital » – Cavanna dixit – est bien français même s’il cherche toujours un endroit pour se reposer. L’utopie, comme refuge, n’est pas suffisante.

Il sera écrivain. Reconnu. Il aura même un César – le prénom de son père – pour un scénario. Mais l’angoisse tient à l’âme au-delà de la réussite matérielle. Il connaîtra l’agoraphobie, comme sa mère, et l’alcoolisme comme « solution », comme son père. Les titres de ces scènes pourraient constituer un poème qui reste à écrire.

Beau parcours, non ? ●

NICOLAS BÉNIÈS

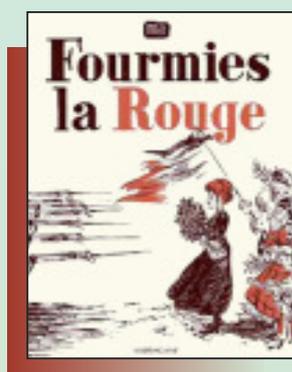
➤ Tonino Benacquista, *Porca Miseria*, Gallimard, 17 euros



Fourmies : une antique tragédie ouvrière

Parmi les tragédies qui ont ponctué le développement du mouvement ouvrier naissant, celle de Fourmies, petite localité minière du Nord de la France, occupe une place particulière. Des neufs mort-es que l’on releva au soir de la fusillade par laquelle l’armée a mis fin à une manifestation, le Premier mai 1891, huit avaient moins de 21 ans.

Cette histoire est ressortie de l’oubli par l’initiative bienvenue de Alex W. Inker, lui-même originaire de Fourmies et auteur d’une superbe BD sur le sujet, parue aux éditions Sarbacane. Le ton est donné dès la première image au lyrisme puissant où le rouge du soleil naissant s’oppose au noir charbonneux de l’ombre dans laquelle est encore plongée la place du village. Ce Premier mai devait être un jour de fête et de revendication pacifique pour la journée de 8 heures, grande revendication ouvrière de l’époque. Les maîtres des mines avaient décidé qu’elle n’aurait pas lieu. À leur demande, l’armée était là pour éviter des troubles qui ne pouvaient venir que d’agitateur-es étranger-es.



C’est une véritable tragédie antique qui a lieu ce jour-là et que nous donnent à voir les dessins expressifs de Inker. Les participant-es n’ont aucune idée de ce qui se noue malgré elles et eux. Un jour de grève est l’occasion rare d’admirer le lever du soleil tant les journées de travail sont longues et éreintantes, l’ambiance est

pleine d’insouciance. L’armée n’est pas vue comme une vraie menace.

Pourtant peu après 17h, elle tira.

Le livre est accessible dès le collège. ●

STÉPHANE MOULAIN

➤ Alex W. Inker, *Fourmies la rouge*, Sarbacane, 19,50 euros.

LA GUERRE BOULEVERSE LA CAMPAGNE

Douze candidatures ont été validées mais la campagne électorale officielle s'est ouverte en pleine agression militaire russe contre l'Ukraine. Les discours des candidat-es, le débat public, les pronostics et les préoccupations des électrices et électeurs en sont profondément affectés.

Macron a retardé jusqu'à la dernière limite sa déclaration de candidature profitant de sa fonction de chef d'État, et continuant après la pandémie, à se poser en protecteur du pays. Il a ainsi bénéficié de nouveaux « ralliements » à droite comme à gauche amplifiant sa stature régaliennne. Cela lui permet aussi d'occulter son bilan de « président des riches » et de « Terminator » de l'État social. Alors qu'il était déjà en tête des sondages (sans valeur prédictive...), la guerre a propulsé les intentions de vote en sa faveur à plus de 30 %.

La candidature de V. Pecresse ne « décolle » pas. En opposant les « Français de coeur » aux « Français de papier » et en validant l'existence d'un « grand remplacement », elle a légitimé les thématiques de M. Le Pen et de É. Zemmour. Malgré ses discours régaliens (police, défense ...), elle reste moins « crédible » que E. Macron dans ce rôle. Ainsi, elle n'a pas empêché l'adhésion de figures importantes des Républicains à E. Macron ni les débauchages au profit d'É. Zemmour. Avec une perte de 5 points, elle se situe autour de 11 %.

La candidature d'É. Zemmour est impactée par la guerre. Pourtant la complaisance et les liens étroits, en particulier financiers, avec la Russie de Poutine sont totalement partagés à l'extrême droite. Le socle cumulé des intentions de vote en leur faveur continue d'avoisiner les 30 %, soit 9 points de plus que M. Le Pen au 1^{er} tour de la présidentielle en 2017 ! La menace de la présence de M. Le Pen au second tour est toujours aussi forte. Le niveau qu'elle atteindrait, si le report des voix se faisait « bien », a de quoi inquiéter l'ensemble du mouvement social.

Des enjeux sociaux occultés

À gauche, la Primaire populaire a fait long feu. Le refus de la quasi-totalité des futur-es candidat-es d'y participer, ajouté à la suspicion d'une opération de promotion restreinte à trois candidatures (A. Hidalgo, Y. Jadot et C. Taubira), a étendu le discrédit de l'opération à ces candidatures. Faute de dynamique et de signatures, cette dernière s'est retirée. Les attaques violentes des candidat-es socialiste et écologiste contre les positions de J-L. Mélenchon sur la guerre en Ukraine ne sont pas parvenues à inverser leur marginalisation. Si l'atlantisme congénital du PS est habituel, celui, prévisible, de Y. Jadot a heurté d'authentiques militant-es pacifistes chez les Verts. Le soutien inopiné (mais pas unanime) du CA de la Primaire populaire à J-L. Mélenchon conforte sa place d'outsider à gauche. Avec plus de 10 % d'intentions de vote, cela entrouvre l'hypothèse de sa présence au 2^d tour. Mais le débat sur l'Ukraine reste, sans jeu de mots, un terrain miné pour lui, notamment à cause de ses positionnements passés un tantinet « campistes », perçus comme pro russes. Si l'invasion russe est dénoncée et le retrait de ses troupes exigé (en refusant justement la logique de bloc de l'Otan), la question du soutien et de la fourniture d'armes défensives à la résistance ukrainienne fait débat dans son positionnement.



© MAGALI COHEN / HANS LUCAS / HANS LUCAS VIA AFP

F. Roussel a cultivé des thématiques traditionnelles du PCF des années 1970 (ordre juste, nucléaire et fierté populaire et nationale) y adjoignant celle d'une laïcité plutôt « fermée ». Il bénéficie ainsi d'une « remontée » relative et dépasse A. Hidalgo ainsi que N. Arthaud ou P. Poutou qui, ni l'une ni l'autre, ne dépasseraient 1 %. A. Kazib n'a pas franchi la barre antidémocratique des 500 signatures, alors que les très réactionnaires et marginaux N. Dupont-Aignan ou J. Lassalle, s'appuyant sur leur réseau de notables, peuvent concourir.

La campagne électorale, focalisée par les enjeux de la guerre et par l'instrumentalisation qu'en fait E. Macron, peine à se déployer. Beaucoup de débats se déplacent ou sont reformulés.

Ainsi, le débat sur les importations de gaz russe fait émerger la question de la transition énergétique décarbonée. L'état de la planète n'a pas besoin de l'argument de la guerre pour attester de son urgence, ni de celle de la sobriété énergétique et encore moins de la culpabilisation de la population alors que les filières industrielles sont en premier lieu concernées par les réorientations à opérer.

La question du réarmement des pays européens resurgit. Si l'Otan n'a pas la responsabilité immédiate de la guerre, sa pérennisation et son renforcement à la fin du XX^e siècle pèsent dans la perception russe des rapports internationaux. La sécurité des peuples ne sera assurée ni par la relance de la course aux armements ni par des logiques de bloc.

Derrière les proclamations d'accueil des réfugié-es d'Ukraine, les attaques directes contre les migrant-es ont baissé d'un petit ton. Mais la droite et l'extrême droite se rejoignent dans l'ignoble en réclamant un tri entre les bon-nes et les mauvais-es migrant-es.

Si la question du pouvoir d'achat des actives et actifs et des retraité-es restent au centre des préoccupations des électrices et électeurs, E. Macron, fort de son capital électoral, ne recule pas sur les annonces antisociales (retraites, droits sociaux et pouvoir d'achat).

La présence des enjeux sociaux est fondamentale dans le débat. Il s'agit de peser pour que cette question soit désormais incontournable au premier et au second tour de l'élection. ●